



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### VII – Enquête publique

- Courrier du tribunal n°E24000020/59 – désignation du commissaire enquêteur
- Arrêté n°2024-18 du Président de la CA2BM portant organisation de l'enquête publique
- Certificats d'affichage
- Parutions
- Affichage de l'avis d'enquête
- Résumé non technique
- Observation du registre de concertation (1)
- Rapport d'enquête du commissaire enquêteur
- Conclusion et avis du commissaire enquêteur



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### VII – Enquête publique

- Courrier du tribunal n°E24000020/59 – désignation du commissaire enquêteur

Monsieur le Président  
du tribunal administratif de Lille,  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire  
CS 62039  
59 014 Lille Cedex

*Ecuires, le 22 mars 2024,*

Monsieur le Président,

La Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (46 communes) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale a été créée par arrêté préfectoral du 31 août 2016 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

L'arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précise que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (*Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale*).

Par délibération n° 2023-268 en date du 12 octobre 2023, le Conseil Communautaire de la CA2BM a procédé à l'arrêt du projet de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp.

L'ensemble des pièces du dossier sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/GwW8yNogr5A78ja>

Je sollicite de votre part la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête pour la tenue de l'enquête public qui pourrait se dérouler :

**-à partir de la fin du mois de Mars ou du début du mois d'Avril 2024,**

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments respectueux.

**Bruno COUSEIN**

Maire de Berck

Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du Canton de Berck



**Pôle Aménagement  
du Territoire**  
Mme Isabelle BAILLET  
Directrice Générale  
Adjointe

**Référence :** Pôle  
développement et  
aménagement du  
territoire  
BC/JCA/IB/SQ/JC  
224-948

**Objet :**  
Désignation d'un  
commissaire  
enquêteur :  
projet de révision  
allégée du PLU de  
Wailly-Beaucamp

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Lille, le 01/03/2024

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE LILLE**

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire  
CS 62039

59014 LILLE CEDEX  
Téléphone : 03 59 54 23 42  
Télécopie : 03 59 54 24 45

Greffe ouvert du lundi au vendredi de  
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h30

E24000020 / 59

Monsieur le Président  
de la Communauté d'Agglomération  
CA2BM  
Hôtel de Ville  
16 place Gambetta  
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Dossier n° : E24000020 / 59  
(à rappeler dans toutes correspondances)

**COMMUNICATION DECISION DESIGNATION COMMISSAIRE OU COMMISSION**

Objet(s) : Révision allégée du plan local d'urbanisme (PLU).

Maître d'ouvrage : Communauté d'agglomérations des 2 baies en montreuillois (CA2BM).

Territoire(s) concerné(s) : Commune de Wailly-Beaucamp.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle est désigné Monsieur Franck LAPLACE, responsable foncier de la Société Canal Seine Nord Europe, demeurant 68 avenue John Kennedy, BOULOGNE SUR MER (62200) (portable : 06.28.80.43.44) en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Philippe DUPUIT (tel : 03.61.31.01.67 ; portable : 06.09.12.15.59) en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

**Je vous rappelle qu'en application de l'article R.123-13 du code de l'environnement, vous devez consulter le commissaire enquêteur avant de fixer les heures où celui-ci se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations.**

**Enfin, vous voudrez bien me transmettre une copie de l'arrêté d'ouverture d'enquête dès que celui-ci aura été pris.**

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,  
ou par délégation,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

01/03/2024

N° E24000020 /59

Le président du tribunal administratif

Décision désignation commission ou commissaire du 01/03/2024

CODE : 1

Vu, enregistrée le 23/02/2024, la lettre par laquelle le Président de la communauté d'agglomérations des 2 baies en montreuillois (CA2BM) demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

Objet(s) : Révision allégée du plan local d'urbanisme (PLU).

Maître d'ouvrage : Communauté d'agglomérations des 2 baies en montreuillois (CA2BM).

Territoire(s) concerné(s) : Commune de Wailly-Beaucamp.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2024 ;

DECIDE

**ARTICLE 1** : Monsieur Franck LAPLACE, responsable foncier de la Société Cahal Seine Nord Europe, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : Monsieur Philippe DUPUIT, directeur de l'environnement et du développement durable, retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 3** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 4** : La présente décision sera notifiée au Président de la communauté d'agglomérations des 2 baies en montreuillois (CA2BM), à Monsieur Franck LAPLACE et à Monsieur Philippe DUPUIT.

Fait à Lille, le 01/03/2024

Le Président par intérim,

Yann LIVENAI

Pour expédition conforme,  
Pour le greffier en chef,  
L'adjoint administratif délégué,





# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### VII – Enquête publique

- Arrêté n°2024-18 du Président de la CA2BM portant organisation de l'enquête publique



<b>Numéro de l'acte</b>	<b>2024-18</b>
<b>Nature de l'acte</b>	<b>ARRETE</b>
<b>Matière de l'acte</b>	<b>2.1 Documents d'urbanisme</b>

**Objet : Arrêté portant organisation de l'enquête publique sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp**

**Le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois,**

- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.104-1 et suivants, L.153-19, L.153-21, L.153-25 et L.153-26, L.153-31 et suivants, R.104-11 portant sur les évaluations environnementales des PLU ; R.153-3 et suivants, R.153-11 et 12 ; R.153-20 et suivants ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des Communautés de Communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp ;
- Vu le courrier en date du 08 octobre 2021 émanant de la commune de Wailly-Beaucamp sollicitant le lancement d'une procédure de révision allégée du PLU communal ;
- Vu la conférence intercommunale rassemblant l'ensemble des Maires des communes en date du 06 octobre 2022 durant laquelle les modalités de collaboration ont été définies ;
- Vu la délibération n°2022-287 en date du 06 octobre 2022 engageant la procédure, définissant les modalités de collaborations des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision « allégée » du PLU de Wailly-Beaucamp ;
- Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2023-268 du 12 octobre 2023 arrêtant le projet de révision de révision du PLU de Wailly-Beaucamp et tirant le bilan de la concertation ;
- Vu les pièces du dossier d'arrêt du projet de révision « allégée », soumises à la mise à disposition, notifiées aux personnes publiques associées, ainsi qu'aux communes concernées dans le cadre de la mise en œuvre d'une réunion d'examen conjoint et soumises à la CDPENAF ;
- Vu la saisine de la Mission Régionale d'Autorité environnementale en date du 26 octobre 2023 ;
- Vu l'avis délibéré n°2023-7536 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale Hauts-de-France en date du 23 janvier 2024 ainsi que du mémoire en réponse, la proposition de compléments à l'évaluation environnementale et du résumé non technique rédigés par la CA2BM ;
- Vu la réunion d'examen conjoint en date du 4 mars 2024 et les avis des personnes publiques associées recueillis par procès-verbal ;



- Considérant que le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU de Wailly-Beaucamp s'articule autour de trois axes dont le deuxième est intitulé « Conforter les activités économiques ». Un des objectifs économiques de cet axe est de permettre un développement des activités industrielles, artisanales et tertiaires ;
- Considérant que la carrière Saison est un acteur économique du territoire communal depuis 2006, date à laquelle le site d'exploitation a commencé à extraire des matériaux sur les parcelles B31, B33, ZC1, ZC24, ZC28 et ZC 29 classées en zone Nc. Afin d'éviter que les activités de la carrière, pourvoyeuses d'emplois et de ressources en circuits-courts, ne cessent en raison de l'épuisement du gisement actuellement exploité, il est nécessaire de prévoir l'extension de la zone réservée aux carrières sur les parcelles voisines ;
- Considérant que l'objectif de la révision est ainsi de modifier le zonage des parcelles ZC5, ZC6, ZC7, ZC8 et ZC23 afin d'assurer la pérennisation du site d'exploitation et des emplois y étant associés tout en prévoyant les modalités de reconversion du site en cas de cessation d'activités au sein du règlement écrit du PLU ;
- Considérant que le projet justifie la mise en place d'une procédure de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp ;
- Considérant la décision du Président du Tribunal Administratif du 01 mars 2024 de désigner Monsieur Franck LAPLACE en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur DUPUIT Philippe, en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

## ARRETE

**Article 1 – Objet de l'enquête :** Il sera procédé à une enquête publique relative à la procédure de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2024 (19h00), soit pendant 32 jours consécutifs.

**Article 2 – Publicité de l'arrêté de mise à enquête publique :** Un avis d'enquête, portant l'ensemble des indications ci-dessus à la connaissance du public, sera publié en caractères apparents **quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours** de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés. Il sera affiché au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois ainsi qu'au niveau de la Mairie de Wailly-Beaucamp. Des affiches supplémentaires seront également disposées devant le site de l'opération ainsi qu'au croisement entre la Route de Bois-Jean, la Rue des Lombards et le Chemin rural n°14. Les affiches seront visibles et lisibles des voies publiques, et seront conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté ministériel en date du 9 septembre 2021.

L'avis d'enquête sera par ailleurs mis en ligne sur le site internet de la CA2BM (rubrique mise à disposition du public : <https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public> ; rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>).

**Article 3 – Nom et qualités du commissaire enquêteur :** Monsieur Franck LAPLACE, responsable foncier de la société canal Seine Nord Europe a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille. Monsieur Philippe DUPUIT a été désigné commissaire enquêteur suppléant.



**Article 4 – Identité de la personne responsable du projet :** Des informations pourront être demandées au siège de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois situé à l'adresse suivante : A l'attention de Bruno Cousein, 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer ou par téléphone au 03.21.06.66.66.

**Article 5 – Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale :** Le dossier a été soumis à évaluation environnementale (dossier joint : évaluation environnementale et résumé non technique).

**Article 6 – Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement :** Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis délibéré n°2023-7536 en date du 23 janvier 2024 pour lequel un mémoire en réponse, une proposition de complément à l'évaluation environnementale et au résumé non technique ont été rédigés).

**Article 7 – Consultation du dossier d'enquête publique :** Le public pourra consulter le dossier d'enquête du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2024 (19h00):

- Au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp – 7 Rue de l'Eglise – 62170 WAILLY-BEAUCAMP (tel : 03.21.81.28.05) aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public ([www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public)) ainsi que dans la rubrique urbanisme (<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>) ;
- Un poste informatique sera mis à disposition des personnes souhaitant consulter les dossiers en version numérique en mairie de Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public pendant la durée de l'enquête ;
- Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly-Beaucamp ou à la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication du présent arrêté.

**Article 8 – Observations du public :** Le public pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2024 (19h00) :

- Sur le registre d'enquête, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Monsieur le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta -62170 Montreuil-sur-Mer ;
- Par courriel à l'adresse mail suivante : [commissaireenqueteur@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur@ca2bm.fr).

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr) – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération éventuelle du commissaire enquêteur).

**Article 8 – Permanences du commissaire enquêteur :** Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales, en mairie de Wailly-Beaucamp les jours suivants :

- **Mardi 02 avril 2024 : 14h00 – 19h00**
- **Mardi 16 avril 2024 : 14h00 – 19h00**
- **Vendredi 03 mai 2024 : 14h00 – 19h00**

**Article 9 – Suites de l'enquête publique :** A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de révision allégée du PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les services consultés, les observations des personnes publiques associées, la Mission Régionale d'Autorité environnementale les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

**Article 10 – Délais et voies de recours :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du Code de Justice Administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la Communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

**Article 11 – Exécution du présent arrêté :** Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le commissaire enquêteur ;
- Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-Mer ;
- Madame le Maire de Wailly-Beaucamp ;
- Et sera publié au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération.

Fait à Montreuil-sur-Mer,

Le 5 Mars 2024

Le Président,

Bruno COUSEIN

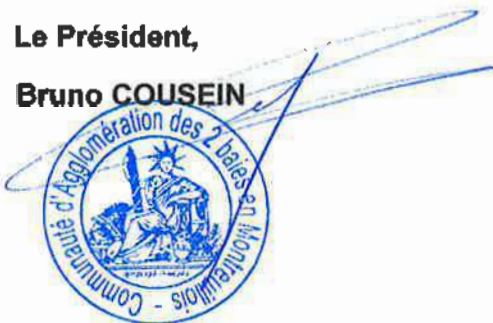
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20240308-2024-18-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/03/2024

Publication : 12/03/2024





# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### VII – Enquête publique

- Certificats d’affichage

Montreuil-sur-Mer, le 06 mai 2024

## Certificat d'affichage

### **Avis d'enquête publique en application de l'Arrêté n°2024-18 portant organisation de l'enquête publique sur la procédure de Révision Allégée du Plan Local d'Urbanisme de WAILLY-BEAUCAMP**

Le Président de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois,  
Certifie avoir fait :

-Afficher l'avis d'enquête publique en application de l'arrêté n°2024-18 portant organisation de l'enquête publique sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp :

- Au siège de la CA2BM quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci ;
- En mairie de Wailly-Beaucamp quinze jours avant au moins l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci ;
- Sur le site de l'opération et sur le Route de Bois-Jean quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci ;

-Publier l'arrêté n°2024-18 portant organisation de l'enquête publique sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp :

- Sur le site internet de la CA2BM quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci ;

Un avis d'enquête publique a été publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais.

Pour faire valoir ce que de droit.

Bruno COUSEIN  


Maire de Berck-sur-Mer

Président de la CA2BM

Conseiller Départemental du canton de Berck



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### VII – Enquête publique

- Parutions



Accueil > Annonces Légales

## Annonces Légales

Type d'annonce	Rubrique	Par date de publication	Publicité
<input type="text" value="Recherche..."/>		<input type="button" value="Rechercher"/>	

84 résultats

VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS Créations/Constitutions  
Date de publication : 13/03/2024

### Constitution

Client :  
Département 59  
Référence annonce : 18633223  
Date de fin de mise en ligne : 11/06/2024

ANNONCES ADMINISTRATIVES Enquêtes publiques  
Date de publication : 13/03/2024

### Enquête publique : Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

Client : Communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois  
Département 52  
Référence annonce : 18647493  
Date de fin de mise en ligne : 11/06/2024

VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS Dissolutions/Liquidations/Cessations  
Date de publication : 12/03/2024





Accueil > Annonces Légales

# Enquête publique : Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

ANNONCES ADMINISTRATIVES - Enquêtes publiques

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

Cliant :  
Communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Département(s) :  
62

Date de publication :  
13 Mars 2024

Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

Date de fin de mise en ligne :  
11 Juin 2024

Objet de l'enquête

Référence annonce :  
18647493

Par arrêté n°2024-18 en date du 08 mars 2024, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2023 (19h00), soit pendant 32 jours consécutifs.

Partage :



Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Franck LAPLACE a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. Monsieur Philippe DUPUIT a été désigné commissaire enquêteur suppléant.



Partage :



### Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant la durée de l'enquête du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2023 (19h00), le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public :

- Au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp – 7 Rue de l'Eglise – 62 170 WAILLY-BEAUCAMP (tel : 03.21.81.28.05) aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public ([www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public)) ainsi que dans la rubrique urbanisme (<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>).
- Un poste informatique sera mis à disposition des personnes souhaitant consulter les dossiers en version numérique en mairie Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public pendant la durée de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly-Beaucamp ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2024 (19h00) :

- Sur le registre d'enquête, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Monsieur le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ;
- Par courriel à l'adresse mail suivante : [commissaireenqueteur@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur@ca2bm.fr) ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur à l'occasion des permanences



Partager :



• en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront, en mairie de Wailly-Beaucamp, les jours et heures suivants :

- Mardi 02 avril 2024 : 14h00 – 19h00

- Mardi 16 avril 2024 : 14h00 – 19h00

- Vendredi 03 mai 2024 : 14h00 – 19h00

### **Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public**

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr) – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

### **Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale**

Le dossier a été soumis à évaluation environnementale (dossier joint : évaluation environnementale et résumé non technique).

### **Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement**

Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis délibéré n°2023-7536 en date du 23 janvier 2024 pour lequel un mémoire en réponse, une proposition de complément à l'évaluation environnementale et au résumé non technique ont été rédigés).

### **Suites de l'enquête publique**

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet révision allégée du PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les services consultés, les observations des personnes publiques associées, la Mission Régionale d'Autorité environnementale, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.



Avis de décès

MONTIGNY EN CIS

Michèle SELON, son épouse,  
Virginie et Geoffroy,  
Gaëtan et Amélie,  
Jordan et Lucie, ses enfants et leurs conjoints,  
Ambre, Jade, Milàn, ses petits-enfants,  
ses frères et sœurs ainsi que sa famille,  
ses amis,

ont la douleur de vous faire part du décès de

Monsieur Gérard SELON

survenu à Cambrai le mardi 12 mars 2024, à l'âge de 65 ans.

Les funérailles religieuses auront lieu le lundi 18 mars 2024,  
à 10 h 30, en l'église de Montigny-en-Cambrésis.

Réunion à l'église à partir de 10 h 15,  
suivies de la crémation au crématorium de Caudry.

Dans l'attente de ses funérailles Monsieur Gérard SELON repose au  
Salon funéraire du crématorium de Caudry,  
où la famille recevra les visites à partir du jeudi 14 mars au samedi 16  
mars de 15 heures à 18 heures.

ROC'ECLERC  
142 rue Charles de Montesquieu  
59267 PROVILLE  
03.27.78.85.78

LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
BETHUNE-BRUAY ARTOIS LYS ROMANE

COMMUNE DE CUINCHY  
AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE  
SUR LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL  
DU SIVOM DE L'ARTOIS

Le public est informé que par arrêté, le Président de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur la modification du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du SIVOM de l'Artois

L'ENQUETE PUBLIQUE AURA LIEU DU LUNDI 11 MARS 2024 AU MARDI 02 AVRIL 2024 INCLUS soit une durée de 23 jours. Elle se déroulera :

- En mairie de Cuinchy – 1 Place Arthur-Lamendin, 62149 Cuinchy– les jours ouvrés et aux heures d'ouverture habituelles : du lundi au vendredi : de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 et les premiers et troisièmes samedis de chaque mois de 09h00 à 12h00.
- A l'antenne de Noeux-les-Mines de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay, Artois Lys-Romane– 138b rue Léon Blum, 62290 Noeux-les-Mines – les jours ouvrés et aux heures d'ouverture des services communautaires : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30.

Monsieur Benoît VOUTERS, chef d'entreprise, est désigné en qualité de commissaire enquêteur par décision de Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. Il se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations orales ou écrites :

- En mairie de Cuinchy – 1 Place Arthur-Lamendin :
  - le lundi 11 mars 2024 de 09h30 à 12h00
  - le mardi 02 avril 2024 de 14h00 à 16h30

Monsieur Philippe COULON, est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant. Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier, les jours ouvrables et aux heures habituelles d'ouverture :

- En mairie de Cuinchy
- A l'antenne de Noeux-les-Mines de la Communauté d'agglomération, située 138b rue Léon Blum 62290 NOEUX-LES-MINES, en version papier et sur un poste informatique à disposition du public, aux heures d'ouverture des services communautaires.
- Au siège de la Communauté d'Agglomération à Béthune, siège de l'enquête, situé 100 avenue de Londres BP 548 62411 BETHUNE, aux heures d'ouverture des services communautaires.

Le dossier d'enquête publique sera également consultable sur le site internet de l'agglomération : [www.bethunebruay.fr](http://www.bethunebruay.fr)

Le public pourra présenter ses observations ou propositions :

- Sur des registres à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur les jours ouvrables et aux heures habituelles d'ouverture :
- En mairie de Cuinchy
- A l'antenne communautaire de Noeux-les-Mines
- Par correspondance portant la mention « Ne pas ouvrir – Enquête publique – Modification du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du SIVOM de l'Artois sur la commune de Cuinchy – A l'attention du commissaire enquêteur », à l'adresse suivante : Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay – Direction Urbanisme et Mobilités – 100 avenue de Londres - BP 548 – 62411 BETHUNE
- Par voie électronique jusqu'au mardi 02 avril 2024 à 16h30 à l'adresse suivante : [enquete.publique.cuinchy@bethunebruay.fr](mailto:enquete.publique.cuinchy@bethunebruay.fr)

Le dossier d'enquête publique, en version papier et version dématérialisée, comportera les avis reçus des personnes publiques associées. Le dossier de modification n'est pas soumis à évaluation environnementale stratégique.

A l'expiration du délai d'enquête, le commissaire enquêteur aura un mois pour rendre son avis et ses conclusions motivées qui pourront ensuite être consultés, pendant un an sur le site internet [www.bethunebruay.fr](http://www.bethunebruay.fr), dans la mairie de Cuinchy et à l'antenne de Noeux-les-Mines de la Communauté d'agglomération.

A l'issue de l'enquête publique, la modification du PLUi du SIVOM de l'Artois sur la commune de Cuinchy pourra être approuvée par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane.

Des informations complémentaires peuvent être demandées à la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane – Direction Planification Territoriale et Urbanisme – Service Planification - tél : 03.21.54.78.00.

La Vice-Présidente, Corinne LAVERGIN

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE  
Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée  
du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

Objet de l'enquête  
Par arrêté n°2024-18 en date du 08 mars 2024, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2023 (19h00), soit pendant 32 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur  
Monsieur Franck LAPLACE a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. Monsieur Philippe DUPUIT a été désigné commissaire enquêteur suppléant.

Consultation du dossier d'enquête publique  
Pendant la durée de l'enquête du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2023 (19h00), le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public :

- Au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp – 7 Rue de l'Eglise – 62 170 WAILLY-BEAU CAMP (tel : 03.21.81.28.05) aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public ([www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public)) ainsi que dans la rubrique urbanisme (<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>).
- Un poste informatique sera mis à disposition des personnes souhaitant consulter les dossiers en version numérique en mairie Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public pendant la durée de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly-Beaucamp ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions  
Le public pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2024 (19h00) :

- Sur le registre d'enquête, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Monsieur le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer ;
- Par courriel à l'adresse mail suivante : [commissaireenqueteur@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur@ca2bm.fr) ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront, en mairie de Wailly-Beaucamp, les jours et heures suivants :
  - Mardi 02 avril 2024 : 14h00 – 19h00
  - Mardi 16 avril 2024 : 14h00 – 19h00
  - Vendredi 03 mai 2024 : 14h00 – 19h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public  
Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr) – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale  
Le dossier a été soumis à évaluation environnementale (dossier joint : évaluation environnementale et résumé non technique).

Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement  
Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis délibéré n°2023-7536 en date du 23 janvier 2024 pour lequel un mémoire en réponse, une proposition de complément à l'évaluation environnementale et au résumé non technique ont été rédigés).

Suites de l'enquête publique  
A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet révision allégée du PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les services consultés, les observations des personnes publiques associées, la Mission Régionale d'Autorité environnementale, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

MARCHÉS PUBLICS

MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

PROCÉDURES ADAPTÉES DE + 90 000 EUROS

HABITAT  
Hauts-de-France

AVIS DE MARCHÉ

Initial

I. Identification de l'organisme qui passe le marché  
Correspondant : Jérémie CAYZEELE  
Nom de l'acheteur Public : HABITAT Hauts-de-France  
Informations d'adresse : 520, Boulevard du Parc, Parc d'Affaires, 62231 COQUELLES  
Téléphone : +33 31008121  
Courriel : [jcayzele@habitatdf.fr](mailto:jcayzele@habitatdf.fr)  
URL pouvoir adjudicateur : <http://www.habitatdf.fr>  
URL profil d'acheteur : <http://habitat-hauts-de-france.e-marchespublics.com>  
Type d'organisme : Autre  
Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Logement et équipements collectifs  
Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : Non

II. Description du marché  
Nature de marché : Marché de Travaux  
Objet du marché : Marché concernant la réfection des couvertures de la résidence St Georges à BERGUES  
Lieu d'exécution : BERGUES, Rés. St Georges - Quai de la Manutention et rue du huit mai 1945

III. Caractéristiques principales  
Des variantes seront-elles prises en compte : Non  
Caractéristiques principales : Les travaux consistent à la réfection des couvertures de la résidence St Georges à BERGUES.

IV. Renseignements relatifs aux lots  
Lot unique : Désamiantage et Couverture

VI. Conditions relatives au marché  
Cautionnement et garanties exigés (le cas échéant) : Garantie de parfait achèvement (retention de garantie de 5 % du montant initial du lot (taxes comprises) Unité monétaire utilisée, l'euro.

Les candidatures et offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

VII. Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat  
Autres renseignements demandés :  
Situation juridique : Se référer au Règlement de Consultation

VIII. Type de procédure  
Type de procédure : Procédure adaptée

IX. Critères d'attribution  
Critères de jugement des offres : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés avec leur pondération.  
- Prix des Prestations – 40  
- Valeur technique – 36  
- Garanties professionnelles, financières et de qualité – 6  
- Protection de l'environnement – 18

X. Conditions de délai  
Date limite de réception des offres : 15/04/2024 à 12h00  
Délai minimum de validité des offres : 120 jours  
Délai travaux :  
- 1 mois de préparation Tranche 1 + Dito Tranche 2  
- 2 mois de travaux Tranche 1 + Dito Tranche 2  
OS prévisionnel :  
- 3ème trimestre 2024 pour Tranche 1  
- 1er trimestre 2025 pour Tranche 2

XI. Autres renseignements  
Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : GE/GR24 – Couvertures BERGUES  
Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents :  
Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement à partir des adresses suivantes :  
- [www.e-marchespublics.com](http://www.e-marchespublics.com)  
- [www.habitatdf.fr](http://www.habitatdf.fr)

Renseignements complémentaires :  
Les offres peuvent uniquement être remises électroniquement.  
La première connexion demande un enregistrement qui peut prendre du temps, nous vous conseillons de le faire au préalable.  
Nous conseillons d'envoyer par courrier en parallèle une copie de sauvegarde.

XII. Adresses complémentaires  
Renseignement d'ordre administratif :  
Correspondant : Jérémie CAYZEELE  
Organisme : HABITAT Hauts-de-France  
Adresse : 520, Boulevard du Parc, Parc d'Affaires, 62231 COQUELLES  
Téléphone : +33 31008121  
Courriel : [jcayzele@habitatdf.fr](mailto:jcayzele@habitatdf.fr)  
Adresse internet : <http://www.habitatdf.fr>  
Renseignement d'ordre technique :  
Correspondant : Marc DUPONT  
Organisme : HAKRIVIS EXPERTISES  
Adresse : 235 Boulevard Clémenceau, 59700 MARCQ-EN-BAROEUL  
Téléphone : +33 662901980  
Courriel : [marc.hakrivis.fr](mailto:marc.hakrivis.fr)  
Adresse à laquelle les documents peuvent être obtenus :  
<http://habitat-hauts-de-france.e-marchespublics.com>  
Date de mise en ligne : 11 mars 2024

LA VOIX DU NORD

CHER ABONNÉ

Vous avez une question  
concernant votre abonnement ?

Contactez votre Service Clients

Par téléphone  
en appelant le

03 66 880 200  
Appel non surtaxé



MENU



Le journal



Nos vidéos

NordLittoral  
GROUPE

Se connecter

Débloquer les articles

À la une | Agenda | Nord-Pas-de-Calais | France-Monde | Jeux-concours | La boutique des lecteurs



Créez-vous un compte en quelques clics et suivez l'actualité en direct avec notre application

S'inscrire

NordLittoral  
MIDIAS - Contenu - Print - Digital - Event

L'Écho  
de la Lys

L'Avenir  
de Ternois

Flandres  
Le journal des

Le Phare  
dunkerquois

L'Indicateur  
des Flandres

Le Journal de  
Montreuil

Les Échos  
du Touquet

Le Réveil  
de Berck

La Semaine  
dans le Boulonnais

L'INDEPENDANT  
à Arras

Accueil > Annonces Légales

# Enquête publique : Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

ANNONCES ADMINISTRATIVES - Enquêtes publiques

Client :  
Communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois

Département(s) :  
62

Date de publication :  
3 Avril 2024

Date de fin de mise en ligne :  
2 Juillet 2024

Référence annonce :  
18647503

Partage :



COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2024-18 en date du 08 mars 2024, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2023 (19h00), soit pendant 32 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur





MENU



Le journal



Nos vidéos

**NordLittoral**  
GROUPE

Se connecter

Débloquer les articles

À la une | L'agenda | Nord-Pas-de-Calais | France-Monde | Jeux-concours | La boutique des lecteurs



Créez-vous un compte en quelques clics et suivez l'actualité en direct avec notre application

S'inscrire

Partage :



### Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Franck LAPLACE a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. Monsieur Philippe DUPUIT a été désigné commissaire enquêteur suppléant.

### Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant la durée de l'enquête du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2023 (19h00), le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public :

- Au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp – 7 Rue de l'Eglise – 62 170 WAILLY-BEAUCAMP (tel : 03.21.81.28.05) aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- Sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public ([www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public)) ainsi que dans la rubrique urbanisme (<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>).

- Un poste informatique sera mis à disposition des personnes souhaitant consulter les dossiers en version numérique en mairie Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public pendant la durée de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly-Beaucamp ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2024 (19h00) :

- Sur le registre d'enquête, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

Partage :



• Par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Monsieur le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ;

• Par courriel à l'adresse mail suivante : [commissaireenqueteur@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur@ca2bm.fr) ;

• en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront, en mairie de Wailly-Beaucamp, les jours et heures suivants :

- Mardi 02 avril 2024 : 14h00 – 19h00

- Mardi 16 avril 2024 : 14h00 – 19h00

- Vendredi 03 mai 2024 : 14h00 – 19h00

#### **Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public**

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr) – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

#### **Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale**

Le dossier a été soumis à évaluation environnementale (dossier joint : évaluation environnementale et résumé non technique).

#### **Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement**

Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis délibéré n°2023-7536 en date du 23 janvier 2024 pour lequel un mémoire en réponse, une proposition de complément à l'évaluation environnementale et au résumé non technique ont été rédigés).

#### **Suites de l'enquête publique**

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.



MENU



Le journal



Nos vidéos

**NordLittoral**  
GROUPE

Se connecter

Débloquer les articles

[À la une](#) [L'agenda](#) [Nord-Pas-de-Calais](#) [France-Monde](#) [Jeux-concours](#) [La boutique des lecteurs](#)

Créez-vous un compte en quelques clics et suivez l'actualité en direct avec notre application

S'inscrire

Partage :



relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet révision allégée du PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les services consultés, les observations des personnes publiques associées, la Mission Régionale d'Autorité environnementale, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

**NordLittoral**  
GROUPE

Lectu tous les jours grâce à nos newsletters

S'inscrire aux newsletters

Retour en haut du site



## NOS SITES

[NORD LITTORAL](#)  
[LE PHARE DUNKERQUOIS](#)  
[LA SEMAINE DANS LE BOULONNAIS](#)  
[LES ECHOS DU TOUQUET](#)  
[LE JOURNAL DE MONTREUIL](#)  
[LE REVEIL DE BERCK](#)[L'INDICATEUR DES FLANDRES](#)  
[LE JOURNAL DES FLANDRES](#)  
[L'AVENIR DE L'ARTOIS](#)  
[L'ECHO DE LA LYS](#)  
[L'INDEPENDANT DU PAS-DE-CALAIS](#)  
[TENDANCES & CO](#)

## ACTUALITES

[VIDÉOS](#)  
[CALAIS](#)  
[BOULOGNE-SUR-MER](#)  
[SAINT-OMER](#)  
[LE TOUQUET](#)  
[MONTREUIL-SUR-MER](#)  
[BERCK-SUR-MER](#)  
[DUNKERQUE](#)  
[FLANDRES](#)  
[BÉTHUNE](#)  
[LENS](#)  
[ARRAS](#)  
[AIRE-SUR-LA-LYS](#)  
[HAZEBROUCK](#)  
[NORD-PAS-DE-CALAIS](#)  
[FRANCE-MONDE](#)

## PRATIQUE

[JEUX EN LIGNE](#)  
[PROGRAMMES TV](#)  
[RESULTATS DU BAC ET DES EXAMENS](#)  
[PRIX DES CARBURANTS](#)  
[AGENDA-EVENEMENTS](#)[METEO](#)  
[CINEMA](#)  
[HOROSCOPE](#)  
[CULTURE-LOISIRS](#)  
[HIPPISE](#)

## SERVICES

[NOUS CONTACTER](#)  
[CONTACT PUBLICITAIRE](#)  
[MODIFIER MES CHOIX DE COOKIES](#)  
[AIDE](#)  
[AVIS DE DÉCÈS](#)  
[PUBLIER UNE ANNONCE LEGALE](#)  
[CONSULTEZ LES](#)  
[ANNONCES LEGALES](#)  
[CONSULTEZ LES MARCHÉS PUBLICS](#)  
[ABONNEMENT AU JOURNAL](#)  
[LA BOUTIQUE DES LECTEURS](#)  
[URBAN TRAIL DE CALAIS 2023](#)

SUIVEZ NORD LITTORAL

FACEBOOK

TWITTER

INSTAGRAM

LINKEDIN

TIKTOK



Avis de décès



ACHICOURT, ARRAS

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de

**Madame Renée RATTEZ**  
veuve de Claude SEVRETTE

Retraitée de la préfecture

survenu à Achicourt le mardi 2 avril 2024, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 8 avril 2024 à 10 heures en l'église Saint-Vaast d'Achicourt, où l'on se réunira à partir de 9 h 45.

L'offrande tiendra lieu de condoléances.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Arras dans le caveau de famille.

De la part de

Madame Rolande VALLET-RATTEZ, sa sœur,  
Madame Francine SEVRETTE, sa belle-sœur,  
ses neveux, nièces et leurs enfants et petits-enfants,  
toute la famille et ses amis.

Les plaques et les fleurs artificielles ne sont pas souhaitées.

Dans l'attente de ses funérailles, Renée repose à la chambre funéraire des pompes funèbres Duflos à Dainville, où la famille recevra ces vendredi 5 et samedi 6 avril 2024 de 17 h 30 à 18 h 30.

Un livre de condoléances est ouvert sur [www.pompesfunebres-duflos.com](http://www.pompesfunebres-duflos.com)

**Pompes Funèbres DUFLOS et Fils**  
DAINVILLE - 4 et 6, rue Ampère  
☎03.21.71.01.96

Remerciements

LE BAC-DU-SUD, BAILLEULVAL

Très sensibles aux marques de sympathie reçues lors du décès de

**Monsieur Bernard DEMAILLY**

Sébastien DEMAILLY et Aurélie CARBONNIER,  
son fils et sa belle-fille,  
Axel, Fabio, Manon, ses petits-enfants adorés,  
Madeleine CAMUS-DESCAMPS, sa belle-mère  
et toute la famille,

vous remercient de votre présence aux obsèques, vos envois de fleurs, vos marques de condoléances.

**Pompes Funèbres CARON - BERLES-AU-BOIS**  
☎ 06.85.10.11.88

CAMBRAI

Jean-Pierre IVANEC †, son époux,  
Bruno IVANEC et Béatrice GHEERAERT, son fils et sa belle-fille,  
Elena, sa petite-fille,  
Sarah et Fred, Mathieu et Sarah-Clémence, Mélina, Axel,  
ses autres petits-enfants et arrière-petits-enfants,  
Sébastien et Stéphanie IVANEC, son neveu,  
Pauline, Anaëlle, Morgane, ses petites-nièces  
et toute la famille,

très touchés des marques de sympathies et d'amitiés que vous leur avez témoignées lors du décès de

**Madame Janine IVANEC**  
née SKOCZYNSKI

vous remercient très sincèrement du réconfort que vous leur avez apporté et que chacun trouve, ici, l'expression de leur sincère reconnaissance.

**Pompes Funèbres et Marbrerie LOMPRESZ-FALCHERO**  
523, route de Bapaume - 59400 FONTAINE-NOTRE-DAME  
☎ 03.27.74.10.46

LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE  
Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

**Objet de l'enquête**  
Par arrêté n°2024-18 en date du 08 mars 2024, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp du **mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2023 (19h00)**, soit pendant 32 jours consécutifs.

**Nom et qualité du commissaire enquêteur**  
Monsieur Franck LAPLACE a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. Monsieur Philippe DUPUIT a été désigné commissaire enquêteur suppléant.

**Consultation du dossier d'enquête publique**  
Pendant la durée de l'enquête du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2023 (19h00), le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public :

- Au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp – 7 Rue de l'Eglise – 62 170 WAILLY-BEAUCAMP (tel : 03.21.81.28.05) aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public ([www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public)) ainsi que dans la rubrique urbanisme (<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>).
- Un poste informatique sera mis à disposition des personnes souhaitant consulter les dossiers en version numérique en mairie Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public pendant la durée de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly-Beaucamp ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

**Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions**  
Le public pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2024 (19h00) :

- Sur le registre d'enquête, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Monsieur le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ;
- Par courriel à l'adresse mail suivante : [commissaireenqueteur@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur@ca2bm.fr) ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront, en mairie de Wailly-Beaucamp, les jours et heures suivants :

**- Mardi 02 avril 2024 : 14h00 – 19h00**  
**- Mardi 16 avril 2024 : 14h00 – 19h00**  
**- Vendredi 03 mai 2024 : 14h00 – 19h00**

**Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public**  
Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr) – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

**Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale**  
Le dossier a été soumis à évaluation environnementale (dossier joint : évaluation environnementale et résumé non technique).

**Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement**  
Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis délibéré n°2023-7536 en date du 23 janvier 2024 pour lequel un mémoire en réponse, une proposition de complément à l'évaluation environnementale et au résumé non technique ont été rédigés).

**Suites de l'enquête publique**  
A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM. Le projet révision allégée du PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les services consultés, les observations des personnes publiques associées, la Mission Régionale d'Autorité environnementale, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Publi-communiqué

par

“ Quand une famille se retrouve confrontée à l'épreuve du deuil, nous proposons systématiquement la diffusion d'un avis de décès dans la presse et sur le site [libramemoria.com](http://libramemoria.com).

Au-delà d'informer facilement et très largement la communauté de la disparition de cet être cher, cette solution permet de recueillir des hommages et des condoléances.

Ce service est très apprécié des familles qui y voient un véritable espace de recueillement ”

**Pompes Funèbres SZAMWEBER**

[www.libramemoria.com](http://www.libramemoria.com)

CHER ABONNÉ

**Vous avez une question concernant votre abonnement ?**

Contactez votre Service Clients

Par téléphone en appelant le

03 66 880 200

Appel non surtaxé

lien suivant : <https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/ki4yxNpBQ0jNzCT>

#### RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU DE LA COMMUNE DE WAILLY-BEAUCAMP

Lancée par délibération n°2022-287 du conseil communautaire de la CA2BM en date du 6 octobre 2022, une procédure de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp est en cours d'élaboration par la CA2BM.



Vous trouverez ci-dessous la délibération portant engagement, définition des modalités de collaboration des communes membres et des modalités de concertation de la procédure de révision allégée du PLU de Wailly-Beaucamp.

- Engagement révision cartières
- Arrêt du projet

Par la délibération n°2023-268 en date du 12 octobre 2023, le conseil communautaire a arrêté le projet de révision allégée du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp ainsi que le bilan de la concertation.

Vous pouvez retrouver la délibération arrêtant le projet ainsi que l'ensemble des pièces du dossier d'arrêt via le lien suivant :

- LIEN : <https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/GwW8yNogr5A78ja>

**Une enquête publique réglementaire se tiendra du mardi 02 avril (14h00) au vendredi 03 mai (19h00)**

Vous pouvez retrouver les éléments ci-dessous :

-Arrêté d'enquête publique (lien)

-Avis d'enquête publique (lien)

-Vous pouvez consulter le dossier d'enquête publique via le lien suivant : (lien)

-Vous pouvez adresser vos observations dématérialisées pendant la durée de l'enquête publique via l'adresse mail suivante : [commissaireenqueteur@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur@ca2bm.fr)

-Vous pouvez retrouver les observations dématérialisées via le lien Observations du public suivant (lien : <https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/4Asyo8AI5PfyGSD>)



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### VII – Enquête publique

- Affichage de l'avis d'enquête



**WAILLY-BEAUCAMP**

**SOIREE IRLANDAISE**

**SAMEDI 6 AVRIL 2024**

**SALLE DES FÊTES DE WAILLY-BEAUCAMP**

**RESERVATIONS : [jean.henry2@gmail.com](mailto:jean.henry2@gmail.com) ou 06 10 80 22 42**

Prévoir de la grande bouteille de vin de 3 litres au minimum, à partager

**FESTIVAL FAMILIAL**  
soirée à thème pour tous les âges  
à partir de 18€

**DRESS CODE : IRLANDAIS VOTRE PAYSAN LARZEE**  
à partir de 18€

**Dress Code: IRLANDAIS VOTRE PAYSAN LARZEE**  
à partir de 18€

**A PARTIR DE 18€**

06 10 80 22 42



## Route de Bois-Jean







Carrière  
SAISON  
Ouvert à  
15h à gauche

**AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE**  
Organisation de l'enquête publique portant sur la  
procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme  
de Wailly-Beaucamp

**Objet de l'enquête**  
Le conseil municipal de la commune de Wailly-Beaucamp a décidé de procéder à la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune. Cette révision a pour objet de modifier le PLU en vigueur, afin de tenir compte des évolutions du territoire et des besoins de la population. L'enquête publique a pour but de recueillir les observations et suggestions des citoyens et des associations locales.

**Modalités de consultation**  
Les documents de l'enquête (le projet de révision et le dossier d'information) sont disponibles en consultation publique à la mairie de Wailly-Beaucamp, ainsi qu'à la bibliothèque de la commune. Les documents sont également disponibles en ligne sur le site internet de la commune.

**Calendrier de l'enquête**  
L'enquête publique est ouverte du 15 mars au 15 avril 2023. Les observations et suggestions doivent être déposées avant le 15 avril 2023.

**Modalités de dépôt des observations**  
Les observations et suggestions peuvent être déposées à la mairie de Wailly-Beaucamp, ou à la bibliothèque de la commune. Elles peuvent également être envoyées par courrier électronique à l'adresse suivante : [plu@wailly-beaucamp.fr](mailto:plu@wailly-beaucamp.fr).

**Modalités de consultation des documents**  
Les documents de l'enquête sont disponibles en consultation publique à la mairie de Wailly-Beaucamp, ainsi qu'à la bibliothèque de la commune. Les documents sont également disponibles en ligne sur le site internet de la commune.

**Modalités de participation**  
Les citoyens et les associations locales sont invités à participer à l'enquête publique. Ils peuvent le faire en déposant des observations et suggestions, ou en participant à une réunion publique.

**Modalités de consultation des documents**  
Les documents de l'enquête sont disponibles en consultation publique à la mairie de Wailly-Beaucamp, ainsi qu'à la bibliothèque de la commune. Les documents sont également disponibles en ligne sur le site internet de la commune.











Sur site









service urbanisme de la CA2BM





# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### VII – Enquête publique

- Résumé non technique

# Révision allégée

---

## Commune de Wailly-Beaucamp

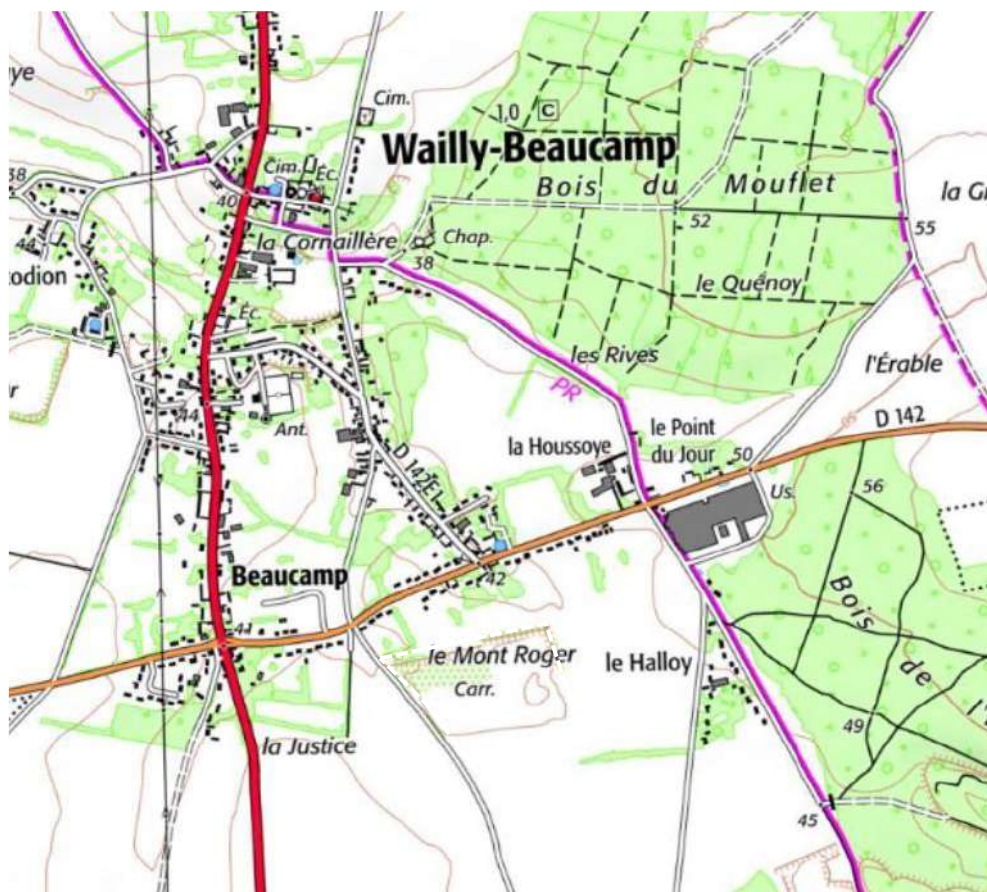
---

### *Enquête Publique : Résumé non technique*

Le territoire de Wailly-Beaucamp accueille un gisement exploitable important. Ainsi le territoire comprend simultanément 2 à 3 carrières ouvertes depuis les années 50.

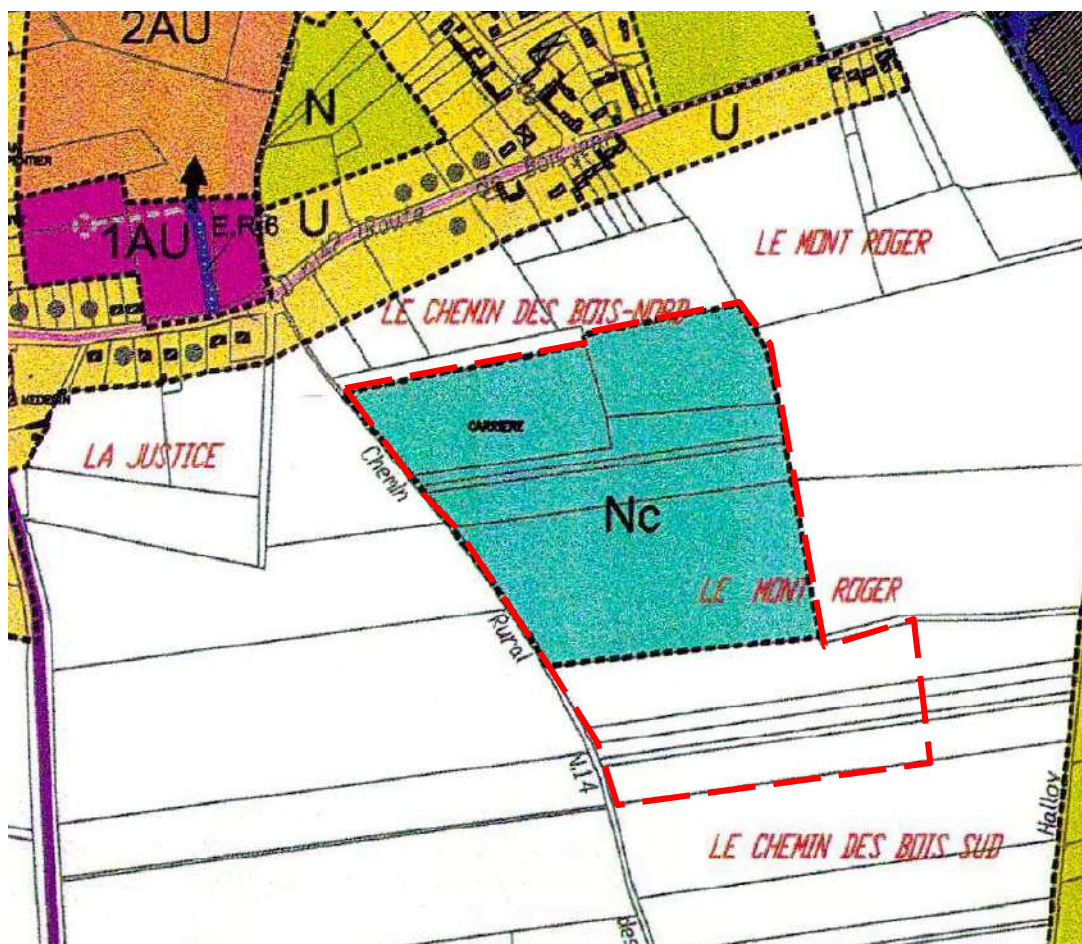
La présente carrière est ouverte depuis la fin des années 1980 / début des années 1990. La superficie a déjà été étendue 2 fois : la première extension a eu lieu dans les années 2010, puis une seconde fois depuis. La présente demande d'extension sera donc la 3<sup>ème</sup>.

La carrière de Wailly-Beaucamp située au Sud du tissu urbain de Wailly-Beaucamp arrive au bout de ses capacités d'exploitation. L'entreprise souhaite s'étendre sur sa partie Sud en zone agricole.





Le secteur en question est au milieu du tissu agricole. Dans la configuration actuelle, le terrain est classé intégralement en zone naturelle à vocation d'exploitation de carrière (Nc). Le but du projet est d'étendre la zone Nc sur une petite partie de la zone A sur le côté sud de la carrière. La carrière est située sur les parcelles OB31, OB32, ZC01, ZC24, ZC28, ZC29. L'extension devrait se faire sur la moitié gauche des parcelles ZC05, ZC06, ZC07.



Le but de la modification de PLU est la préservation d'une activité économique industrielle et de l'emploi local. L'extension correspond à une consommation d'espace agricole de 4,09 ha, soit 0,5% des surfaces agricoles de la commune.





# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### VII – Enquête publique

- Observation du registre de concertation (1)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE / DEPARTEMENT

COMMUNNE

WAILLY - BEAUCAMP

# REGISTRE D'ENQUETE PUBLIQUE

*Cocher la case correspondante*

- ☐ Installations classées pour la protection de l'environnement
- ☐ Schémas de cohérence territoriale (S.C.O.T.)
- ☒ Plan local d'urbanisme (P.L.U.)
- ☐ Plan d'occupation des sols (P.O.S.)
- ☐ Carte communale
- ☐ Classement de voirie
- ☐ Divers

Relatif à : La procédure de révision allégée  
du Plan Local d'Urbanisme de la commune  
de Wailly - Beaucamp.

# REGISTRE D'ENQUETE PUBLIQUE

Objet de l'enquête : \_\_\_\_\_

Arrêté d'ouverture de l'enquête :

Arrêté n° \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_ de

☐ Maire de : \_\_\_\_\_

☐ Président de : \_\_\_\_\_

☐ Préfet de : \_\_\_\_\_

Président de la commission d'enquête – Commissaire enquêteur :

Titulaire : M. LAPLACE Franck qualité Commissaire Enquêteur

Suppléant : M. DUPUIT Philippe qualité Commissaire Enquêteur

Durée de l'enquête :

Date(s) d'ouverture : du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Siège de l'enquête : \_\_\_\_\_

Autres lieux de consultation du dossier : \_\_\_\_\_

Registre d'enquête :

Comportant 15 feuillets non mobiles, côté et paraphés par le commissaire enquêteur, destiné à recevoir les observations du public ; ces dernières peuvent aussi être adressées par écrit au nom du commissaire enquêteur à : \_\_\_\_\_

Et par mail à l'adresse suivante : \_\_\_\_\_

Rapport et conclusion du commissaire enquêteur :

Seront tenus à la disposition du public dès leur réception à pendant un an à compter de la date de clôture, dans tous les lieux de consultation du dossier au public et au siège de la CA2BM en format papier, ainsi que sur le site internet de la CA2BM en format numérique.

Réception du public par le commissaire enquêteur :

Le \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ en \_\_\_\_\_

Le \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ en \_\_\_\_\_

Le \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ en \_\_\_\_\_

Le \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ en \_\_\_\_\_

Une réunion publique ☐ a été ☐ n'a pas été organisée par le commissaire enquêteur.





**OBSERVATIONS DU PUBLIC**

Pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent registre ou adressez-vous directement au commissaire enquêteur

La renaturation de toute la carrière devra  
être réalisée en fin d'exploitation

faute V. GNAILLON  
Maire



**OBSERVATIONS DU PUBLIC**

## OBSERVATIONS DU PUBLIC

## FEUILLET DE CLOTURE

Le 03 mai 2024 à 19 heures 00

Le délai étant expiré,  
Je soussigné(e), LAPLACE Franck Commis Enquêteur déclare clos le présent registre qui  
a été mis à la disposition du public pendant 33 jours jours consécutifs,  
du 02 Avril 2024 14h00 au 03 mai 2024 19h00

Les observations ont été consignées au registre par 1 personnes (pages n° 1 à — ).

En outre, j'ai reçu — 0 — lettres, mails ou notes écrites qui sont annexées au présent registre :

1 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

2 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

3 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

4 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

5 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

6 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

7 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

8 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

9 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

10 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

11 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

12 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

13 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

14 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

15 Lettre en date du \_\_\_\_\_ de M \_\_\_\_\_

Le présent registre ainsi que les 0 pièces qui y sont annexées et le dossier d'enquête sont  
adressés par mes soins,

Le 03 mai 2024 à 19h15

Signature



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### VII – Enquête publique

- Rapport d'enquête du commissaire enquêteur



**Enquête Publique**  
**Département du Pas de Calais**  
**Arrondissement de Montreuil sur Mer**  
**COMMUNE de WAILLY-BEAUCAMP**

**Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme**  
**de WAILLY-BEAUCAMP**

**Période d'enquête du 02 avril au 03 mai 2024 inclus**

**Prescrite par la Communauté d'agglomération**  
**des 2 baies en Montreuillois**  
**par arrêté n° 2024-18 en date du 08 mars 2024**

# **RAPPORT**

**de Franck LAPLACE**  
**Commissaire Enquêteur**  
**désigné par décision n° E24000020 / 59 du 01/03/2024**  
**de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE**

**Transmis le 13 mai 2024**

# **SOMMAIRE**

## **Glossaire**

## **Généralités**

- ▶ Cadre Général
  - la commune de WAILLY-BEAUCAMP
  - le contexte territorial
- ▶ Cadre réglementaire
- ▶ Description du projet
- ▶ Justifications du projet

## **Composition du dossier d'Enquête**

## **Organisation de l'Enquête**

- ▶ Désignation du Commissaire Enquêteur
- ▶ Arrêté d'Enquête Publique
- ▶ Réunion préparatoire
- ▶ visite du site
- ▶ Publicité de l'Enquête

## **Déroulement de l'Enquête**

- ▶ Procédures préalables
- ▶ Durée de l'Enquête et permanences
- ▶ Climat de l'Enquête
- ▶ Formalités d'ouverture et de clôture de l'Enquête

## **Contributions**

- ▶ Analyse quantitative et qualitative de la seule observation

## **Avis des PPA**

## **Avis de l'Autorité environnementale (MRAE)**

## **Conclusion**

## **Annexes**

- ▶ Publicité - Avis dans la Presse – annexés au présent rapport
- ▶ Délibération du 6 octobre 2022 – document séparé -
- ▶ Délibération du 12 octobre 2023 – document séparé -
- ▶ Arrêté d'Organisation d'enquête du 08 mars 2024 – document séparé -



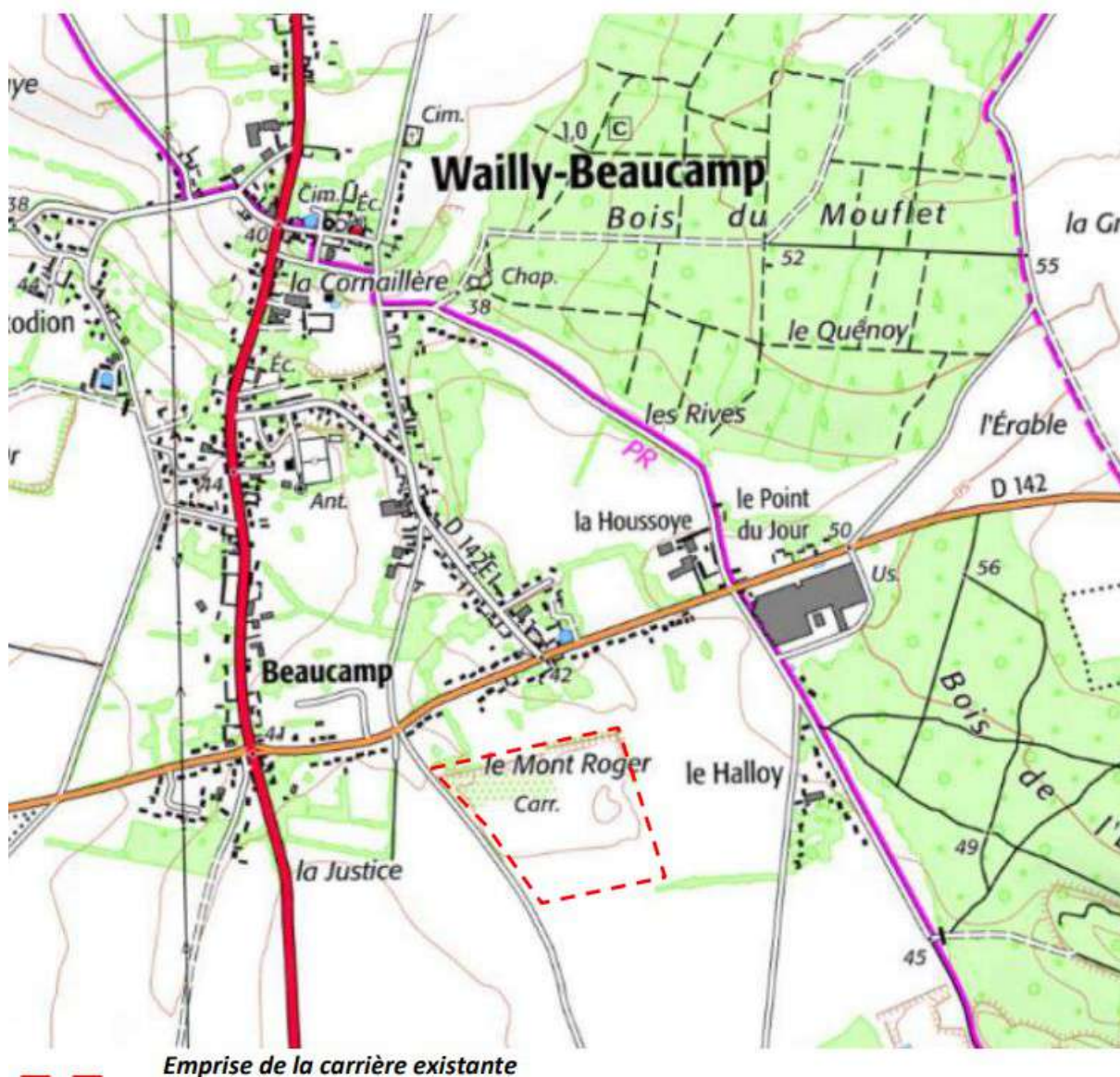
## GLOSSAIRE

<b>Sigle, Acronyme</b>	<b>Définition</b>
<b>CA2BM</b>	Communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois
<b>PPA</b>	Personnes Publiques Associées
<b>PLU</b>	Plan Local d'Urbanisme
<b>EPCI</b>	Établissement Public de Coopération Intercommunale
<b>PADD</b>	Projet d'Aménagement et de Développement Durable
<b>OAP</b>	Orientations d'Aménagement et de Programmation
<b>CCI</b>	Chambre de Commerce et d'Industrie
<b>MRAE-----</b> <b>AE-----</b>	Mission Régionale d'Autorité Environnementale Autorité Environnementale
<b>PNR</b>	Parc Naturel Régional
<b>DDTM</b>	Direction Départementale des Territoires et de la Mer
<b>POS</b>	Plan d'Occupation des Sols
<b>DREAL</b>	Direction Régional Environnement Aménagement Logement
<b>CDPENAF</b>	Commission Départementale de la Préservation des espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
<b>ENAF</b>	Espace Naturel Agricole et Forestier

## GENERALITES

### ► CADRE GENERAL

**La commune de Wailly-Beaucamp** est située à 6 km de Montreuil, sur le plateau entre la vallée de la Canche et celle de l'Authie. C'est une petite commune de 1029 habitants selon les chiffres du recensement INSEE de 2019.



Son sol essentiellement sableux est depuis longtemps exploité par des carrières en périphérie. Si le territoire du village est essentiellement couvert d'openfield, les surfaces boisées sont assez importantes avec les bois du Mouflet, de l'Église ou encore du Quesnoy.

Le village est traversé par l'ancienne RN 1 reliant Boulogne-sur-Mer à Paris et est desservi par la sortie n° 25 de l'autoroute A16.

Profitant pleinement du phénomène de réurbanisation, la croissance démographique du village est soutenue depuis le début des années 1990 (15,2 % de 1999 à 2005), phénomène qui continue encore aujourd'hui (la commune a connu une hausse démographique de plus de 100 habitants depuis 2005, ce qui constitue une croissance démographique supérieure à 10% en 15 ans ).

Les nouvelles constructions se trouvent principalement sur la route dite de Boisjean et au Monthodion. Le village attire de nouveaux commerces et une zone d'activité intercommunale, à proximité de la sortie 25 et du centre d'entretien de l'autoroute A16, est en projet sur son territoire.

**Le contexte territorial** est celui de la Communauté d'Agglomération 2 Baies du Montreuillois issue de la fusion, au 1er janvier 2017, de 3 intercommunalités :

- La Communauté de Communes du Montreuillois (CCM),
- La Communauté de Communes Opale-Sud (CCOS),
- La Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale (CCTMO).

Plusieurs documents couvrent aujourd'hui le territoire de la CA2BM : un PLUI pour les 10 communes membres de l'ex CCOS, 19 PLU, 4 Cartes Communales et 13 communes qui ne possèdent pas de document d'urbanisme et qui sont, par conséquent, soumises aux dispositions du Règlement National d'Urbanisme.

Ainsi, la CA2BM a lancé une procédure d'élaboration, toujours en cours, d'un PLUI, document d'urbanisme unique et applicable sur l'ensemble du territoire de ses 46 communes.

La commune de Wailly-Beaucamp possède son propre PLU, la compétence planification relevait alors de la commune jusqu'à la création de la CA2BM. Le PLU de la commune de Wailly-Beaucamp a été approuvé le 25 juillet 2007, modifié le 18 juin 2010, le 29 mars 2012 et le 20 juin 2013 et a fait l'objet d'une modification simplifiée le 22 septembre 2014.



## ► CADRE REGLEMENTAIRE

Parallèlement à l'élaboration d'un PLUI, le Code de l'Urbanisme prévoit la possibilité de mener des procédures d'évolution des documents d'urbanisme en vigueur, en parallèle, pour les EPCI issus de fusion. C'est l'article L.153-6 du Code de l'Urbanisme qui ouvre cette possibilité.

Article L.153-6 du Code de l'Urbanisme : *« I- En cas de création d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, y compris lorsqu'il est issu d'une fusion, ou de modification du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent ou de transfert de cette compétence à un tel établissement public, les dispositions des plans locaux d'urbanisme applicables aux territoires concernés restent applicables.*

*Elles peuvent faire l'objet d'une procédure de révision, en application de l'article L.153-34, de modification ou de mise en compatibilité, jusqu'à l'approbation ou la révision d'un plan local d'urbanisme couvrant l'intégralité du territoire de l'établissement public de coopération intercommunale concerné ».*

Cette procédure est énoncée dans l'article L.153-34 du code de l'Urbanisme :

*« Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :*

***1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;***

***2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;***

***3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;***

***4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.***

*Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint. »*

En l'espèce, la présente procédure vise à réduire un espace agricole. En effet, il s'agit d'étendre la carrière, classée en zone Nc, sur des terrains classés en zone A. Elle entre donc dans le cas n°1 des possibilités offertes par l'article L.153-34 du code de l'Urbanisme.

### **Déroulement de la procédure de révision allégée :**

Les modalités de la révision allégée sont définies à l'article R.153-12 du Code de l'Urbanisme, et indiquent que :

*« Lorsqu'il décide d'engager une procédure de révision en application de l'article L. 153-34, le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire saisit l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal qui délibère sur les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation conformément à l'article L. 103-3.*

*La délibération qui arrête le projet de révision du plan local d'urbanisme peut simultanément tirer le bilan de la concertation organisée en application de l'article L.103-6.*

*L'examen conjoint des personnes publiques associées a lieu, à l'initiative du président de l'établissement public ou du maire, avant l'ouverture de l'enquête publique.*

*Le projet de révision arrêté, accompagné du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, est soumis à l'enquête publique par le président de l'établissement public ou par le maire. ».*

Les grandes étapes sont donc les suivantes :

- La révision est élaborée à l'initiative de l'autorité compétente, en l'espèce la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois.
- La délibération de l'autorité compétente prescrit la mise en révision allégée du document d'urbanisme et fixe les modalités de la concertation. La délibération est notifiée aux Personnes Publiques Associées.
- Le Conseil Communautaire arrête la révision allégée,
- Le projet arrêté est soumis à l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées, dans le cadre d'une réunion ;
- Le projet de révision arrêté est soumis à enquête publique conformément au code de l'environnement, et avec pour annexe le procès-verbal de la réunion de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées ;
- Le dossier est approuvé par le Conseil Communautaire après enquête publique, éventuellement modifié pour tenir compte de l'examen conjoint et des remarques faites à l'enquête ;
- Le dossier est tenu à la disposition du public

La présente révision allégée est soumise à une évaluation environnementale, comme le mentionne l'article R.104-11 du Code de l'Urbanisme :

*I - Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :*

*1° De leur élaboration ;*

*2° De leur révision :*

*a) Lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;*

*b) Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune décide de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ; PLU de Wailly-Beaucamp– révision allégée - Notice explicative - 7*

*c) Dans tous les autres cas où une révision est requise en application de l'article L. 153-31, sous réserve des dispositions du II.*

*II - Par dérogation aux dispositions du c du 2° du I, les plans locaux d'urbanisme font l'objet, à l'occasion de leur révision, d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-33 à R. 104-37, s'il est établi que cette révision est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, lorsque :*

***1° L'incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises dans le territoire couvert par le plan local d'urbanisme concerné, pour une superficie totale inférieure ou égale à un millième (1 ‰) de ce territoire, dans la limite de cinq hectares (5 ha) ;***

En l'espèce, l'extension envisagée porte sur une superficie de 4,1 ha, ce qui représente plus de deux millièmes du territoire. La procédure est donc soumise à évaluation environnementale systématique.



## ► DESCRIPTION DU PROJET

L'objet de cette enquête publique porte sur la révision allégée du PLU de la commune de WAILLY-BEAUCAMP approuvé en 2007. Saisie par la commune, la CA2BM, autorité organisatrice de cette enquête, a décidé par délibération du conseil communautaire en date du 06 octobre 2022 de prescrire cette procédure de révision allégée du PLU de la commune.

Le territoire de Wailly-Beaucamp accueille un gisement exploitable important. Ainsi le territoire comprend simultanément 2 à 3 carrières ouvertes depuis les années 50.

La carrière objet de la présente procédure est ouverte depuis la fin des années 1980 / début des années 1990. La superficie a déjà été étendue 2 fois : la première extension a eu lieu dans les années 2010, puis une seconde fois depuis. La présente demande d'extension sera donc la 3ème.

La carrière de Wailly-Beaucamp située au Sud du territoire communal arrive au bout de ses capacités d'exploitation. L'entreprise souhaite s'étendre sur sa partie sud en zone agricole. En effet, cette activité pourvoyeuse d'emplois et de matériaux en circuits-courts, est proche de la cessation d'activité en raison d'un épuisement du gisement. Il apparaît aujourd'hui nécessaire de prévoir l'extension de la zone réservée à l'implantation de carrière sur les parcelles voisines.

L'objet de la révision allégée est de changer le zonage des parcelles ZC5, ZC6, ZC7, ZC8 et ZC23. Les parcelles concernées, sont actuellement situées en zone A, seront classées en zone Nc (zone naturelle à exploitation de carrières).

Le règlement de la zone Nc est également adapté en conséquence, celui-ci constituant un STECAL (secteur de taille et de capacité d'accueil limitées)

Des dispositions relatives à l'emprise au sol et à la hauteur maximale sont ajoutées ; en effet, le secteur Nc constitue un STECAL (secteur de taille et de capacité d'accueil limitées). Les STECAL sont des secteurs délimités au sein des zones inconstructibles des PLU (zones A et N) et au sein desquels certaines constructions ou installations peuvent être édifiées de manière dérogatoire (CU, art. L. 151-13) :

Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

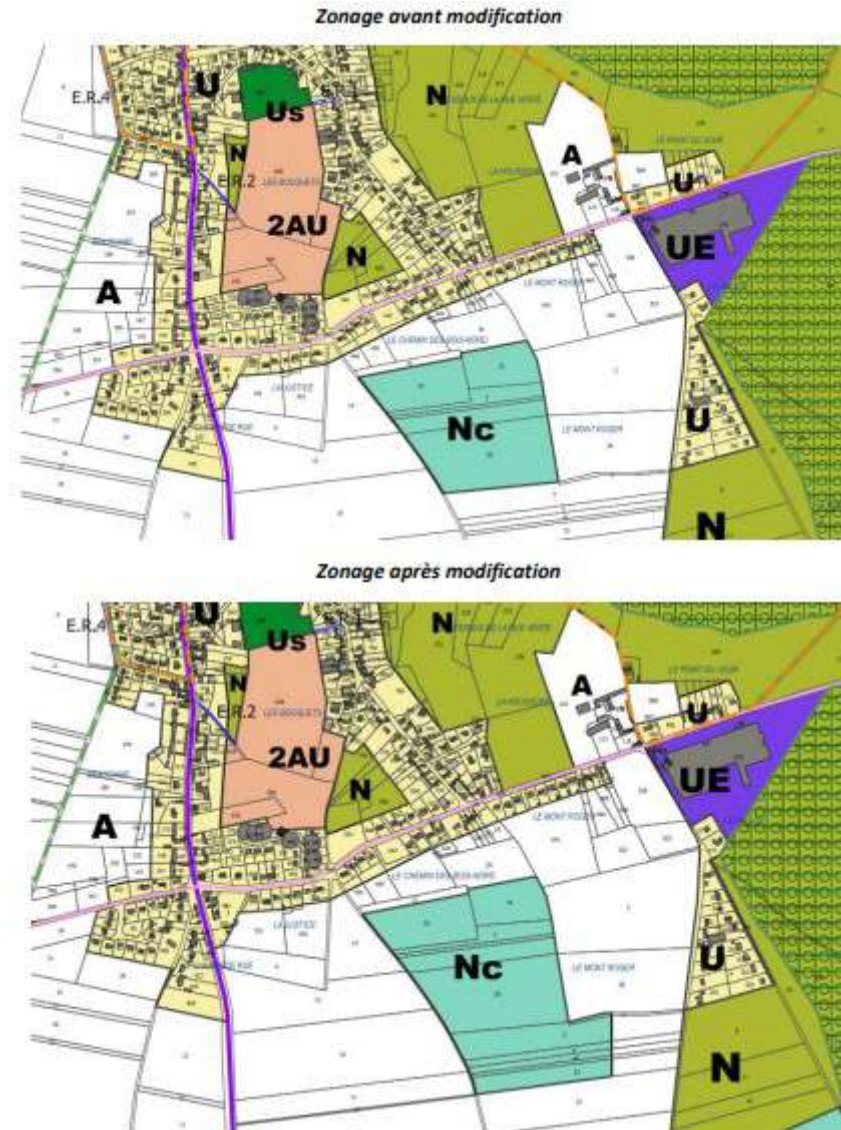
Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Leur caractère exceptionnel s'apprécie, entre autres critères, en fonction des caractéristiques du territoire, du type d'urbanisation du secteur, de la distance entre les constructions ou de la desserte par les réseaux ou par les équipements collectifs.

En ce sens, l'évolution du règlement du PLU de WAILLY-BEAUCAMP est proposée comme suit :

- Ajout d'une disposition à l'article N09 : « dans le secteur Nc, l'emprise au sol maximale des constructions autorisées est de 50m<sup>2</sup> ».

- Ajout d'une disposition à l'article N10 : « dans le secteur Nc, la hauteur maximale fixée est de 3 mètres au faîtage ».



## ► JUSTIFICATION DU PROJET

Le demandeur présente dans la notice explicative du dossier d'enquête la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durable du PLU de WAILLY-BEAUCAMP.

Conformément à l'Ordonnance du 5 janvier 2012, portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification ou de révision des documents d'urbanisme, il convient désormais de constater la cohérence avec les orientations du PADD.





## COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

Le dossier mis à la disposition du public au siège de l'enquête en mairie de WAILLY-BEAUCAMP était constitué :

**D'un dossier administratif** comprenant les documents suivants :

Préambule : Conférence des Maires • Présentation et Procès-Verbal

I – Prescription :

- Délibération n° 2022-287 engageant la procédure
- Certificats d’affichage • Parutions

II – Notification aux personnes publiques associées

- Courrier envoyé
- Tableau récapitulatif
- Avis

III – Bilan de la concertation avant arrêt du projet

- Certificat d’affichage
- Bilan de la concertation

IV – Arrêt du projet

- Délibération
- Certificat d’affichage
- Parutions

V – Autorité Environnementale

- Avis de la MRAE
- Mémoire en réponse
- Proposition de modification de l’évaluation environnementale suite à l’avis de la MRAE
- Proposition de modification du résumé non technique suite à l’avis de la MRAE

VI – Notification de l’arrêt aux personnes publiques associées (PPA) et réunion d’examen conjoint

- Notification de l’arrêt aux PPA -Courriers -Tableau -Accusés de réception
- Réunion d’examen conjoint -Courriers -Tableau -Accusés de réception
- Support de présentation de la réunion d’examen conjoint -PV/Compte-rendu de la réunion d’examen conjoint -Synthèse des avis -Mémoire en réponse

**D'un dossier de révision** comprenant les documents suivants :

- I - Une notice explicative
- II – L'évaluation environnementale
- III – Un résumé non technique
- IV – Une étude écologique
- V – Un plan de zonage du PLU avant révision
- VI – Un plan de zonage du PLU modifié après révision
- VII – Le règlement du PLU avant révision
- VIII – Le règlement du PLU modifié après révision

**D'un dossier d'enquête** comprenant les documents suivants :

- I – l'arrêté portant organisation de l'enquête
- II – la copie des parutions dans la presse

**Un dossier identique était également consultable sur le site de la CA2BM**

[Les avis de mise à disposition du public - Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois \(ca2bm.fr\)](http://ca2bm.fr)



## **ORGANISATION DE L'ENQUETE**

### **► DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Sur sollicitation écrite de la CA2BM, monsieur le Président du Tribunal Administratif a désigné, par décision en date du 1er mars 2024 (E24000020/59), monsieur Franck LAPLACE en qualité de commissaire enquêteur et monsieur Philippe DUPUIT en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

### **► ARRETE D'ENQUETE PUBLIQUE**

Par arrêté en date du 8 mars 2024 (n°2024-18) monsieur le Président de la CA2BM a prescrit la présente enquête publique qui a pour objet la révision allégée du PLU de la commune de WAILLY-BEAUCAMP

### **► REUNION PREPARATOIRE**

En date du 07 mars 2024, une réunion préparatoire a été organisée au siège de la CA2BM au cours de laquelle le commissaire enquêteur a pu rencontrer monsieur COIC en charge de cette enquête pour sa collectivité. Le commissaire enquêteur a pu ainsi s'imprégner des enjeux de cette modification et obtenir des précisions nécessaires à une parfaite compréhension du dossier.

D'un commun accord les modalités d'organisation et les dates de permanences de l'enquête publique ont été fixées.

### **► VISITE DU SITE**

Le commissaire enquêteur s'est rendu sur site, à la suite de la réunion préparatoire du 07 mars 2024 précisée ci-dessus, sur les parcelles concernées par la présente demande de révision allégée du PLU.

La zone agricole (A), destinée à être classée en zone naturelle à exploitation de carrières (Nc), est constituée de 5 parcelles partiellement concernées en extension au sud de la carrière actuelle. On peut constater que la carrière actuelle n'est quasiment pas visible du domaine public ou des premières habitations car ceinte d'une haie végétalisée. A noter que la zone d'extension est éloignée d'environ 300 à 400 m de la première habitation.



*Perspective sur la carrière et l'extension envisagée*

### ► PUBLICITE DE L'ENQUETE

La présente enquête a fait l'objet d'une publicité très large bien au delà de ce que nécessite la réglementation ; outre les avis presses réglementaires précisés ci-dessous, la CA2BM a procédé a plusieurs affichages tant sur les bâtiments de la CA2BM, sur le panneau d'affichage de la mairie de WAILLY-BEAUCAMP mais aussi sur site et à proximité de celui-ci, au moins 15 jours francs avant le début de l'enquête.

L'avis d'enquête publique a été mis en ligne sur le site internet de la CA2BM à la rubrique « les documents publics/les avis de mise à disposition du public ainsi qu'à la rubrique urbanisme du même site internet.

La commune a également fait distribué un flyer dans toutes les boîtes aux lettres des habitations de la commune et fait procédé à l'inscription d'une information sur le site « Facebook » de la commune.

L'ensemble des constats de publicités précisés ci-dessus sont repris en annexe du présent rapport.

Un avis au public a été publié dans 2 journaux à diffusion régionale ou locale en date des 13 et 14 mars et dans les 8 jours après le début de l'enquête soit les 3 et 4 avril 2024. Ces avis, mis en annexe du présent rapport, ont été publiés dans les journaux de la Voix du Nord et de Nord Littoral.

## DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

### ► PROCEDURES PREALABLES A L'ENQUETE

Comme déjà précisé dans les généralités du présent rapport, la procédure de révision allégée, définie à l'article R153-12 du code l'urbanisme, prévoit plusieurs modalités avant d'engager la présente enquête publique.

Les grandes étapes sont donc les suivantes :

■ **La révision est élaborée à l'initiative de l'autorité compétente, en l'espèce la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois.** Comme le prévoit l'article L.153-8 du code l'urbanisme, une conférence intercommunale en date du 6 octobre 2022 a défini les modalités de collaboration entre les communes. Il a été décidé que, seules les communes dont le PLU(i) est révisé et qui sont concernées par les évolutions de document, seront mobilisées lors des procédures de révision allégée.

■ **La délibération de l'autorité compétente prescrit la mise en révision allégée du document d'urbanisme et fixe les modalités de la concertation. La délibération est notifiée aux Personnes Publiques Associées.** Par délibération en date du 06 octobre 2022, la CA2BM a délibéré lors de son conseil pour engager la procédure de révision allégée de la commune et fixer les modalités de la concertation. La délibération a fait l'objet d'une publication dans la presse (Cf. *copie présente dans le dossier d'enquête*) en date du mercredi 7 décembre 2022. La délibération a également fait l'objet d'une notification aux Personnes Publiques Associées (PPA) en date du 14 février 2023 comme le détaille le dossier mis à l'enquête avec la liste des PPA, une copie du courrier de notification, la date de notification ainsi que la date d'accusé réception. A noter la seule Région Hauts de France a répondu à cette notification pour informer la CA2BM que la Région s'excuse de ne pas être présente au cours de cette procédure préférant concentrer son accompagnement à travers le SCOT. SCOT, selon la hiérarchie des normes, qui s'opposera, notamment, aux dispositions des PLU communaux.

■ **La Concertation** la délibération du 6 octobre 2022 a fixé les modalités de la concertation :

- un registre a été mis en place au siège de la CA2BM et à la mairie de WAILLY-BEAUCAMP en date du 21 décembre 2022 et ce jusqu'à la décision qui a arrêté la révision allégée
- une information sur la procédure a été affichée sur le site de la CA2BM
- une adresse électronique ([revisionurbanisme1@ca2bm.fr](mailto:revisionurbanisme1@ca2bm.fr)) permettant de recueillir les observations et contributions du public.

■ **Le Conseil Communautaire arrête la révision allégée** Par délibération en date du 12 octobre 2023, le conseil communautaire de la CA2BM a tiré le bilan de la concertation pour constater qu'aucune remarque, observation ou demande n'a été relevée sur les différents supports mis à la disposition du public. Le conseil a acté ce bilan, arrêté le projet de révision allégée du PLU, soumettre pour avis le projet lors d'un examen conjoint, solliciter l'avis des communes concernées.

■ **Le projet arrêté est soumis à l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées, dans le cadre d'une réunion** L'arrêt de projet a été notifié aux PPA, la liste des PPA ainsi que les justificatifs de notification sont présents dans le dossier d'enquête. L'ensemble des PPA ont été invités (Cf. courriers d'invitations joints dans le dossier d'enquête) à une réunion d'examen conjoint qui s'est déroulée le 4 mars 2024. Le support présenté lors de cette réunion était joint au dossier d'enquête ainsi que le compte rendu de celle-ci. L'ensemble des avis des PPA y compris celui de la MRAE seront développés plus après.

■ **Le projet de révision arrêté est soumis à enquête publique conformément au code de l'environnement, et avec pour annexe le procès-verbal de la réunion de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées ;** C'est l'objet de ce présent rapport

■ **Le dossier est approuvé par le Conseil Communautaire après enquête publique, éventuellement modifié pour tenir compte de l'examen conjoint et des remarques faites à l'enquête ;**

■ **Le dossier est tenu à la disposition du public**

### ► DUREE DE L'ENQUETE ET PERMANENCES

Cette enquête s'est déroulée pendant 33 jours consécutifs du 2 avril 2024 à 14h00 au 3 mai 2024 à 19h00.

Pendant la durée de l'enquête publique, les pièces du dossier ont été tenues à la disposition du public :

- Sous forme papier en mairie de WAILLY-BEAUCAMP, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;
- En version dématérialisée sur le site Internet de la CA2BM à l'adresse suivante : <http://www.ca2bm.fr>

Monsieur Franck LAPLACE, désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du tribunal administratif de Lille, s'est tenu à la disposition du public pour recevoir ses observations et/ou propositions, écrites ou orales, aux lieux, jours et heures suivants :



- En mairie de WAILLY-BEAUCAMP :
  - Le mardi 02 avril 2024 de 14h00 à 19h00
  - Le mardi 16 avril 2024 de 14h00 à 19h00
  - Le vendredi 03 mai 2024 de 14h00 à 19h00

### ► CLIMAT DE L'ENQUETE

A noter que lors des permanences qui se sont déroulées en mairie de WAILLY-BEAUCAMP, 3 personnes se sont présentées les 16 avril et 03 mai 2024. Seule madame le maire de la commune a déposé une observation sur le registre du dossier papier le 03 mai 2024.

Lors de la permanence du 16 avril, une personne habitant la commune s'est présentée mais pour obtenir des renseignements sans objets avec l'enquête en cours.

Les permanences en mairie, se sont déroulées dans un climat serein, avec seulement 3 visiteurs pour les 3 permanences du commissaire enquêteur et les échanges avec les visiteurs n'a pas permis d'estimer que le projet pouvait rencontrer une quelconque opposition au projet.

### ► FORMALITES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE DE L'ENQUETE

Outre les formalités de publicité préalable à l'enquête détaillées préalablement, le commissaire enquêteur a paraphé le dossier et le registre, le 26 mars 2024, afin qu'ils puissent être déposés en mairie de WAILLY-BEAUCAMP, avant le démarrage de l'enquête

A la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur a pu récupérer le registre d'enquête qui a été clos et signé par celui-ci.

## CONTRIBUTIONS

Pendant la durée de l'enquête, chacun a eu la possibilité de consigner ses observations :

- Sur le registre d'enquête papier déposé en mairie de WAILLY-BEAUCAMP ;
- Ou les faire parvenir au commissaire enquêteur en les adressant :
  - Soit par courriel à l'adresse suivante : [commissaireenqueteur@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur@ca2bm.fr)
  - Soit enfin par correspondance au commissaire enquêteur au siège de la CA2BM adressée à *Monsieur le Commissaire Enquêteur – 11-13 Place Gambetta 62170 Montreuil-sur-Mer*

### ► ANALYSE QUANTITATIVE ET QUALITATIVE DE L'OBSERVATION

Une seule contribution a été enregistrée sur le registre d'enquête du dossier en commune. Cette observation émane de madame le maire de la commune de WAILLY-BEAUCAMP pour demander que le site de la carrière soit renaturée lorsque son exploitation aura cessé.

Cette observation ne relève de l'objet de la présente enquête, en effet les dispositions d'urbanisme ne sont pas celles permettant de garantir la remise en état et la renaturation des terrains objet de son exploitation mais de celles du code de l'environnement. A n'en pas douter, cette obligation fera l'objet d'une disposition réglementaire dans le dossier de demande d'extension de la carrière déjà en cours d'instruction auprès de la DREAL.

A noter que le représentant de l'exploitant de la carrière actuelle et de l'extension projetée, monsieur SAISON, s'est présenté à l'occasion de la dernière permanence du commissaire enquêteur. Celui-ci souhaitait obtenir des informations sur le déroulé de l'enquête publique et la suite de la procédure. Parallèlement un dossier de demande d'extension de carrière est déjà en cours d'instruction auprès des services de la DREAL.

L'instruction et la décision d'éventuelle autorisation ne pourra être délivrée tant que la CA2BM n'aura pas approuvé les termes de la présente révision allégée.

## AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme (art. L.151-13), le projet de révision allégée du PLU de la commune de WAILLY-BEAUCAMP a été transmis avec demande d'avis à :

- Direction Départementale des Territoires et de la Mer
- Sous-Préfecture de Montreuil/Mer
- Préfecture du Pas de Calais
- DREAL Nord-Pas de Calais/MRAE
- CDPENAF Pas de Calais
- Mairie de WAILLY-BEAUCAMP
- CCI de la Côte d'Opale
- Chambre des Métiers et de l'Artisanat
- Chambre d'Agriculture du Pas de Calais
- Comité Régional de la Conchyliculture
- Parc Naturel Marin de la Côte d'Opale
- Conseil Départemental du Pas de Calais
- Conseil Régional des Hauts de France
- SNCF Direction Immobilière - Lille
- Office National des Forêts – Lille
- Syndicat Mixte du Montreuillois

Conformément aux dispositions du code de l'Urbanisme et, notamment, de son article L.153-34, l'ensemble des PPA a été convié à une réunion d'examen conjoint qui s'est déroulée le 04 mars 2024.

Au cours de cette réunion ont été présenté aux participants :

- La procédure mise en place
- L'objet de la révision allégée
- La justification de l'intérêt général du projet
- Les scénarios alternatifs d'extension de la carrière
- La compatibilité du projet avec le PADD du PLU
- La compatibilité du projet avec le SCOT
- La compatibilité du projet avec le SAGE d l'Authie
- La compatibilité du projet avec le schéma interdépartemental des carrières
- L'impact foncier
- Les enjeux environnementaux et l'évaluation environnementale
- Les évolutions du document d'urbanisme, plan et règlement

Le compte rendu de la réunion d'examen conjoint constitue une des pièces du dossier d'enquête publique.

Parmi toutes PPA consultées sur ce projet plusieurs d'entr'elles ont émis avis écrit :

- Le **Département du Pas de Calais** par une lettre du 04 décembre 2023 sans remarque particulière
- **SNCF Immobilier** par une lettre du 20 novembre 2023 sans remarque particulière
- Le **Préfet du Pas de Calais /CDPENAF** par une lettre du 1er mars 2024. Ce dernier émet un avis défavorable, qui constitue cependant un avis simple.
- Le **Préfet du Pas de Calais /Service Urbanisme et Aménagement/DDTM** par une lettre du 28 décembre 2023. Ce dernier émet un avis défavorable considérant la procédure de révision allégée inadaptée.
- **CCI du Littoral** par une lettre en date du 5 mars 2024 qui émet un avis favorable au projet qui a pour objectif de maintenir l'activité d'une entreprise avec un impact environnemental minime.
- La **Région Hauts de France** qui n'émet pas un avis mais rappelle la nécessaire compatibilité du SRADDET avec les SCOT et par déclinaison des PLU.
- La **MRAE des Hauts de France** par un avis rendu en date du 23 janvier 2024.

L'ensemble des avis formulés par les PPA, et, notamment celui de la MRAE, a fait l'objet d'un tableau avec les éléments de réponses apportés par la CA2BM.

A noter que seul l'avis, conforme, de la DDTM a fait l'objet d'un retour auprès de cette dernière par lettre de la CA2BM en date du 10/01/2024 argumentant les réponses aux observations de la DDTM, la lettre transmis est jointe au dossier d'enquête publique,

Forte de ces éléments de réponses, la CA2BM sollicitait par ce courrier un nouvel avis, non parvenu à ce jour et bien que présente lors de la réunion d'examen conjoint du 4 mars, la DDTM n'a pas réitérée son avis défavorable à cette occasion.



## Tableau des avis reçus par le maître d'ouvrage et réponses éventuelles de ce dernier

PPA	AVIS	Réponse de la CA2BM
<b>SNCF immobilier</b>	La commune de Wailly-Beaucamp n'étant pas concernée par la présence d'emprises ferroviaires, la SNCF, tant en son nom propre qu'au nom et pour le compte de SNCF Réseau, n'a pas d'observations à formuler	
<b>Département du Pas-de-Calais</b>	Pas de remarques sur le dossier.	
<b>CDPENAF</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- considérant que l'article 51 de la loi du 27 juillet 2010 a pour objet de préserver les terres agricoles ;</li> <li>- considérant que le projet participe à la pérennisation d'une activité existante ;</li> <li>-considérant que le projet consomme trop d'espaces agricoles ;</li> <li>-considérant que le projet a un impact sur l'agriculture locale ;</li> <li>-considérant que le projet se situe dans l'aire d'alimentation du captage d'eau potable d'Airon-Saint-Vaast ;</li> <li>-considérant que le sous secteur Nc de la zone N est un STECAL ;</li> <li>-considérant qu'il est nécessaire d'indiquer que les constructions sont autorisées dans le STECAL à la date d'approbation de cette procédure de modification, pour réduire les possibilités de construire ;</li> </ul> <p>La CDPENAF décide d'émettre un avis défavorable à la demande sus-visée</p>	<p>L'étude d'impact déclinera les mesure à mettre en œuvre pour assurer la protection de la ressource en eau.</p> <p>Il faut préciser que les exploitants agricoles, locataires, des terrains concernés par le projet d'extension de la carrière ont tous été avertis du projet. En outre, le propriétaire de la parcelle ZC5 appartient à un privé. Le terrain sera vendu par le propriétaire, un accord a été trouvé entre le porteur de projet et ce dernier.</p> <p>L'ouverture à l'exploitation du foncier en extension sera réalisée au fil de l'exploitation. Il n'y a pas de phasage car cela dépend du rythme de l'exploitation et des demandes. Une compensation de la surface artificialisée est prévue (renaturation de la carrière existante).</p> <p>La mention sur les constructions autorisées à partir de l'approbation de la révision allégée sera ajoutée dans le règlement écrit à l'approbation de la présente procédure.</p>
<b>DDTM</b>	Le projet de révision allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP remet en cause les orientations du PADD en ce qu'il va à l'encontre de l'objectif premier du PADD, à savoir reconnaître l'activité	Il faut rappeler que le PADD n'est pas opposable, la loi du 2 juillet 2003 précise que le PADD et ses orientations générales ne font que conditionner le contenu des autres documents composant le PLU, mais ils ne peuvent pas fonder un refus

	<p>agricole et la pérenniser à travers le PLU.</p> <p>De plus, il apparaît que l'arrêté préfectoral relatif au renouvellement et à l'extension de l'exploitation d'une carrière de sables, graviers et silex par la SAS SAISON, en date du 18 mai 2009, ne reprend pas les parcelles concernées par la révision allégée. En conséquence, la procédure de révision allégée n'est pas adaptée. Une révision générale est requise ou, à défaut, une déclaration de projet si le projet satisfait aux dispositions de l'article L.153-49 du code de l'Urbanisme.</p>	<p>d'autorisation (CAA Nantes, 5 novembre 2019, n°18NT02374).</p> <p>L'atteinte à l'économie générale du plan est une notion qui a été définie comme telle : « un plan d'occupation des sols est un parti d'urbanisme, c'est - à -dire un ensemble de choix d'urbanisme qui ont leur cohérence. Il faut bien voir que les différents choix à faire pour l'élaboration d'un plan d'occupation des sols n'ont pas tous la même importance, et même, en réalité, des choix importants, il n'y en a qu'un nombre limité. Dans ces conditions, lorsqu'est remis en cause une des options d'urbanisme et que cette remise en cause a une incidence, même limitée, sur l'ensemble du plan, on peut dire qu'il y a modification de l'économie générale du plan » (Commissaire du gouvernement Bonichot, conclusions sur CE 7 janvier 1987 Pierre-Duplaix.) Les notions d'atteinte à l'économie générale du plan et d'atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables sont similaires. D'ailleurs, le juge administratif continue d'employer cette notion. L'idée est de ne pas contrarier le « parti d'urbanisme » pris lors de l'élaboration du PLU.</p> <p>L'atteinte à l'économie générale du plan peut être définie comme la remise en cause d'une option fondamentale du parti d'urbanisme ayant une incidence sur la vision d'ensemble qu'effectue le plan. Pour déterminer cette atteinte, la jurisprudence retenait deux principaux critères : l'importance de la zone touchée par rapport à l'ensemble du territoire couvert par le plan d'occupation des sols et l'importance et la nature des modifications introduites dans cette zone. Par exemple, le changement d'affectation de certains secteurs, avec redéfinition d'une zone d'aménagement concerté et la création de deux nouvelles ZAC est considéré comme une atteinte à l'économie générale du plan (CAA Paris 8 novembre 2007 Association syndicale</p>
--	--	---

		<p>du Front-de-Seine).</p> <p>En l'espèce, le PADD du PLU de Wailly-Beaucamp prévoit expressément l'extension de la carrière dans son schéma, à l'axe 2 « conforter les activités économiques ». Le schéma matérialise la zone 7 d'extension, mais il faut rappeler qu'il s'agit d'une orientation générale, d'un rapport de compatibilité ; ainsi, le fait que le périmètre soit moins important que celui repris finalement sur le zonage ne révèle pas une incohérence entre les deux pièces. D'ailleurs, le schéma du PADD ne reprend pas l'entièreté de l'emprise de la carrière existante dans le symbole « carrière ». La présente procédure ne remet ainsi pas en cause le parti d'urbanisme défini à l'époque, qui était de permettre l'extension de la carrière.</p> <p>Sur l'atteinte à l'activité agricole, le juge retient que l'incompatibilité entre la création prévue par le PLU d'une zone destinée à des équipements publics et les orientations du PADD visant à préserver l'activité agricole de la commune n'est pas établie, d'autant plus que le PADD relève également la nécessité d'une nouvelle implantation du pôle sportif de la commune (CAA Nantes, 16 novembre 2012, Monsieur A. n°11NT00347). La situation ici est similaire ; l'extension de la carrière était prévue au PADD, et n'empêche pas la commune de préserver ses autres espaces agricoles.</p> <p>En outre, l'extension représente 4,1 ha, soit 2,8% du territoire. Il faut également signaler qu'une renaturation de la carrière complète sera réalisée en fin d'exploitation (compensation). Les motivations du courrier se focalisent sur l'emprise reprise sur le schéma du PADD, qui est symbolique. La référence à la page 68 justifie justement le fait que l'extension de la carrière est une composante du parti d'aménagement communal. La procédure adaptée est donc bien une révision allégée</p>
--	--	--

## AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE - MRAE

Par lettre en date du 23 janvier 2024, la MRAe émet un avis sur le dossier d'étude environnementale présenté par la CA2BM.

Comme le précise la MRAe dans le préambule de son avis : « *Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du plan ou du document mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à permettre d'améliorer la conception du plan ou du document et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci.* »

La MRAe dans son avis détaillé émet plusieurs observations.

La CA2BM dans un mémoire joint au dossier d'enquête publique apporte une réponse à chacune des observations de la MRAe. (Cf. tableau page d'après)

Par ailleurs, et conformément à la demande la MRAe, les dossiers d'évaluation environnementale et de résumé non techniques ont été modifiés pour prendre en compte ses observations. Ces deux documents modifiés sont joints au dossier d'enquête publique.



## Tableau des observations MRAe reçues par le maître d'ouvrage et réponse de ce dernier

Remarques MRAe	Réponse de la collectivité
L'autorité environnementale recommande de mettre en cohérence les pièces du dossier et d'étudier les impacts de la zone Nc finalement retenue.	La forme de l'extension de la zone Nc sera uniformisée sur l'ensemble des pièces composant le dossier.
L'autorité environnementale recommande de corriger les informations graphiques du résumé non technique et de l'actualiser, après avoir complété l'étude d'impact.	Le résumé non technique sera actualisé après correction de l'évaluation environnementale.
L'autorité environnementale recommande d'assurer la compatibilité avec le SDAGE 2022-2027 du bassin Artois-Picardie concernant notamment la disposition B-1.2 relative à « la protection des aires d'alimentation de captages ».	Le présent dossier évalue l'impact des modifications du PLU sur l'environnement. Le projet de carrière est ici présenté pour justifier les besoins de ces modifications. En l'état, le projet de carrière ne présente pas d'impact sur les éléments présentés. Cependant, une étude d'impact pourra évaluer les impacts de l'extension de la carrière au sein de cette zone lors de la phase opérationnelle du projet (extension de carrière inférieure à 25ha - annexe à l'article R.122 -2 du code de l'Environnement). La compatibilité avec le SDAGE sera complétée.
L'autorité environnementale recommande de justifier la délimitation de la zone Nc au regard du projet d'extension de carrière présenté dans le dossier et de démontrer que le scénario retenu présente le moindre impact sur l'environnement	La délimitation de la zone Nc sera corrigée au regard du projet d'extension de la carrière. Les scénarios proposés seront actualisés.
L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des impacts de la révision du PLU sur le paysage, en présentant des photomontages et en garantissant la réalisation des mesures prévues en les imposant dans le règlement.	Notons que la zone de projet n'a pas pour objectif d'accueillir des constructions. Elle pourra également bénéficier des mêmes aménagements paysagers que la carrière actuelle. Cette dernière est cernée d'une clôture doublée d'un merlon 3 végétalisé, empêchant les nuisances visuelles. Notons également que la carrière actuelle, actuellement en fin de phase d'exploitation, fera l'objet d'une renaturation complète. Cette dernière est en cours. Une disposition pourra être ajoutée au règlement écrit, afin de prévoir la plantation de haies lors de l'extension du site. La partie relative à l'impact de l'extension sur le

	paysage sera complétée.
L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des impacts de la révision du PLU sur la biodiversité, après complément de la cartographie des habitats naturels présents sur la zone d'extension.	<p>Les résultats des études écologiques sont résumés entre les pages 63 et 80 de l'évaluation environnementale.</p> <p>Les impacts étudiés dans la seconde partie de l'évaluation environnementale pourront être complétés par les résultats issus des études écologiques réalisées</p>
L'autorité environnementale recommande de réaliser l'évaluation des incidences Natura 2000 pour le PLU révisé de Wailly-Beaucamp en prenant en compte l'ensemble des sites Natura 2000 situés dans un rayon de 20 kilomètres autour du territoire communal et en analysant les aires d'évaluation spécifiques des habitats et espèces ayant justifié la désignation de ces sites.	L'étude d'incidence Natura 2000 sera ajoutée à l'évaluation environnementale.
L'autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des nuisances liées à l'extension de la carrière, de démontrer que les mesures prévues seront suffisantes pour respecter à minima les seuils réglementaires en matière de qualité de l'air et de bruit et de les garantir en les intégrant au règlement écrit du secteur Nc	<p>L'analyse des nuisances ne pourra être complétée faute de données complémentaires. Cette analyse pourra être réalisée dans le cadre d'une étude d'impact.</p> <p>Notons également que le site actuel bénéficie d'un traitement paysager permettant de limiter les nuisances visuelles et sonores des habitations à proximité. Un traitement paysager identique pourra être réalisé autour du site d'extension.</p> <p>La présente procédure de révision allégée n'a pas pour objet de modifier le règlement écrit. Seul le 4 plan de zonage est modifié dans le cadre de cette procédure.</p>

## CONCLUSION DU RAPPORT

L'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions de l'arrêté du 08 mars 2024 qui en fixait les modalités.

Les conditions d'accueil du commissaire enquêteur au siège de l'enquête en la mairie de WAILLY-BEAUCAMP ont été satisfaisantes, ainsi que les moyens mis à sa disposition.

La mise à disposition du dossier d'enquête n'a soulevé aucune difficulté particulière. Les responsables du service urbanisme de la CA2BM, ceux des services de la mairie de WAILLY-BEAUCAMP, ont été très disponibles pour les détails que le commissaire enquêteur a pu leur demander dès le début de ce dossier et tout au long de cette enquête publique.

La présente enquête au vu d'une unique observation reçue sur le registre d'enquête du dossier en mairie, observation émanant de madame le maire de la commune, n'a pas fait l'objet d'un rapport de synthèse. Le commissaire enquêteur n'a par conséquent pas jugé nécessaire de solliciter la CA2BM sur ce point.

Les conclusions motivées et l'avis du commissaire enquêteur figurent dans un document séparé, joint au présent rapport.

**Fait à Boulogne sur Mer**  
**le 13 Mai 2024**  
**Franck LAPLACE**  
**COMMISSAIRE ENQUETEUR**



# **ANNEXE 1**

## **Publicités liées à l'Enquête**





# AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

## Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

### Objet de l'enquête

Par arrêté n°2024-18 en date du 06 mars 2024, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2024 (19h00), soit pendant 32 jours consécutifs.

### Nom et qualités du commissaire enquêteur

Franck LAPLACE, responsable foncier de la société Canal Seine Nord Europe, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. Monsieur Philippe DUPUIT a été désigné commissaire enquêteur suppléant.

### Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant la durée de l'enquête du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2024 (19h00), le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public :

- A la mairie de Wailly-Beaucamp – 7 Rue de l'Eglise – 62 170 WAILLY-BEAUCAMP (tel : 03.21.81.28.05) aux heures et jours habituels d'ouverture au public.
- Sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public ([www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public)) ainsi que dans la rubrique urbanisme (<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>).
- Un poste informatique sera mis à disposition des personnes souhaitant consulter les dossiers en version numérique en mairie de Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public pendant la durée de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly-Beaucamp ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

### Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2024 (19h00), soit pendant 32 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public en mairie de Wailly-Beaucamp aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Monsieur le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta-62170 Montreuil-sur-Mer
- par courriel à l'adresse mail suivante : [commissaireenqueteur@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur@ca2bm.fr) ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront, en mairie Wailly-Beaucamp, les jours et heures suivants :

- Mardi 02 avril 2024 : 14h00 – 19h00
- Mardi 16 avril 2024 : 14h00 – 19h00
- Vendredi 03 mai 2024 : 14h00 – 19h00

### Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr) – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

### Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale

Le dossier a été soumis à évaluation environnementale (dossier joint : évaluation environnementale et résumé non technique).

### Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement

Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis délibéré n°2023-7536 en date du 23 janvier 2024 pour lequel un mémoire en réponse, une proposition de complément à l'évaluation environnementale et au résumé non technique ont été rédigés).

### Suites de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

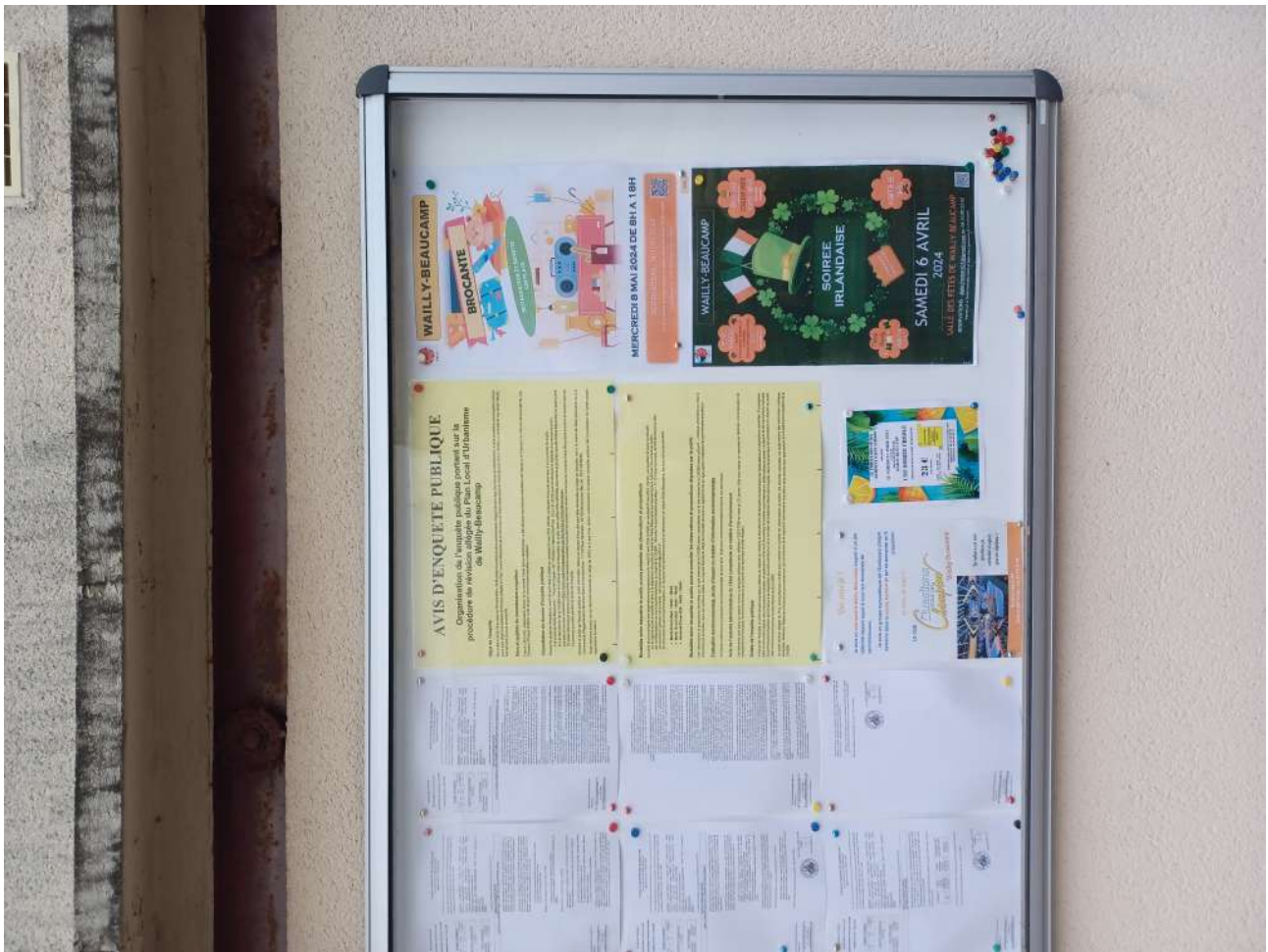
Le projet révision allégée du PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les services consultés, les observations des personnes publiques associées, la Mission Régionale d'Autorité environnementale, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

## Affichage locaux CA2BM d'Ecures





## Affichage mairie de WAILLY-BEAUCAMP





## Affichage route de Bois-Jean (1)



## Affichage route de Bois-Jean (2)





Affichage siège CA2BM Montreuil sur mer



## Affichage panneau sur site (1)

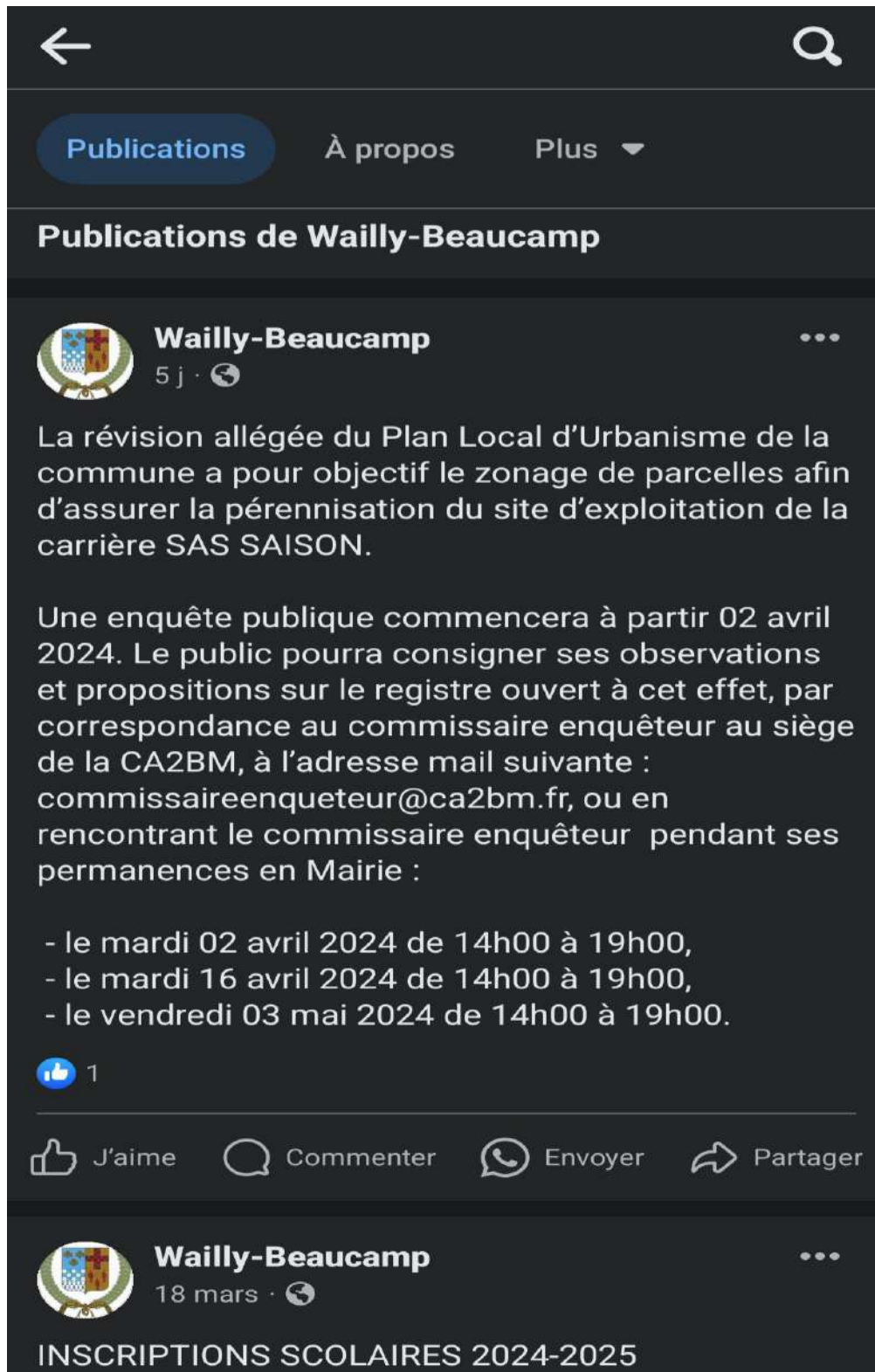




## Affichage panneau sur site (2)



Capture d'écran Facebook








Flyer distribué par la commune dans toutes les habitations de son territoire



## Parution Nord Littoral -1-

 MENU
  Le journal
  Nos vidéos

**NordLittoral**  
GROUPE

Se connecter Débloquer les articles

À la une Agenda Nord-Pas-de-Calais France-Monde Jeux-concours La boutique des lecteurs

Créez-vous un compte en quelques clics et suivez l'actualité en direct avec notre application.

S'inscrire

NordLittoral L'Écho de la Lys L'Avenir de Nord Flandres Le Phare de Dunkerque L'Indicateur des Flandres  
 Montreuil Les Échos de la Somme Le Réveil de la Haute-Normandie La Semaine L'INDEPENDANT

Accueil > Annonces Légales

## Annonces Légales

Type d'annonce → Rubrique → Par date de publication

Recherche... Rechercher

4 résultats

**VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS Créations/Constitutions**  
 Date de publication : 13/03/2024

**Constitution**  
 Client :  
 Département 59  
 Référence annonce : 18633229  
 Date de fin de mise en ligne : 11/06/2024

**ANNONCES ADMINISTRATIVES Enquêtes publiques**  
 Date de publication : 13/03/2024

**Enquête publique : Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp**  
 Client : Communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois  
 Département 52  
 Référence annonce : 18647493  
 Date de fin de mise en ligne : 11/06/2024

**VIE JURIDIQUE DES SOCIÉTÉS Dissolutions/Liquidations/Cessions**  
 Date de publication : 12/03/2024



## Parution Nord Littoral -2-

nordlittoral.fr/205360/legale/enquete-publique-organisation-de-l-enquete-publique-portant-sur-la-procedure-de

**NordLittoral** GROUPE

Se connecter Déléguez les articles

À la une Légende Nord-Pas-de-Calais France-Monde Jeux-concours La boutique des lecteurs

Créez-vous un compte en quelques clics et suivez l'actualité en direct avec notre application

**NordLittoral** L'Écho L'Avenir Flandres Le Phare L'Indicateur Montreuil Les Échos Le Réveil La Semaine L'INDEPENDANT

Accueil » Annonces Légales

## Enquête publique : Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

ANNONCES ADMINISTRATIVES - Enquêtes publiques

Client : Communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois

Département(s) : 62

Date de publication : 3 Avril 2024

Date de fin de mise en ligne : 2 Juillet 2024

Référence annonce : 10647503

Partager :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES DEUX BAIES EN MONTRÉUILLOIS

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

Objet de l'enquête :

Par arrêté n°2024-18 en date du 08 mars 2024, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2023 (19h00), soit pendant 32 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Avis de décès

MONTIGNY EN CIS

Michèle SELON, son épouse,  
Virginie et Geoffroy,  
Gaëtan et Amélie,  
Jordan et Lucie, ses enfants et leurs conjoints,  
Ambre, Jade, Milán, ses petits-enfants,  
ses frères et sœurs ainsi que sa famille,  
ses amis,

ont la douleur de vous faire part du décès de

Monsieur Gérard SELON

survenu à Cambrai le mardi 12 mars 2024, à l'âge de 65 ans.

Les funérailles religieuses auront lieu le lundi 18 mars 2024,  
à 10 h 30, en l'église de Montigny-en-Cambrésis.

Réunion à l'église à partir de 10 h 15,  
suivies de la crémation au crématorium de Caudry.

Dans l'attente de ses funérailles Monsieur Gérard SELON repose au  
Salon funéraire du crématorium de Caudry,  
où la famille recevra les visites à partir du jeudi 14 mars au samedi 16  
mars de 15 heures à 18 heures.

ROC'ECLERC  
142 rue Charles de Montesquieu  
59267 PROVILLE  
03.27.78.85.78

LÉGALES

tarification conforme à l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de  
publication des annonces judiciaires et légales.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
BETHUNE-BRUAY ARTOIS LYS ROMANE

COMMUNE DE CUINCHY  
AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE  
SUR LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL  
DU SIVOM DE L'ARTOIS

Le public est informé que par arrêté, le Président de la Communauté d'Agglomération  
Bethune-Bruay Artois Lys Romane a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur la  
modification du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du SIVOM de l'Artois.  
L'ENQUETE PUBLIQUE AURA LIEU DU LUNDI 11 MARS 2024 AU MARDI 02 AVRIL  
2024 INCLUS soit une durée de 23 jours. Elle se déroulera :  
• En mairie de Cuinchy – 1 Place Arthur-Lamendin, 62149 Cuinchy – les jours ouvrés et aux  
heures d'ouverture habituelles : du lundi au vendredi : de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE  
Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée  
du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

**Objet de l'enquête**  
Par arrêté n°2024-18 en date du 08 mars 2024, de Monsieur le président de la  
communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une  
enquête publique ayant pour objet la procédure de révision allégée du Plan Local  
d'Urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp du mardi 02 avril 2024 (14h00) au  
vendredi 03 mai 2023 (19h00), soit pendant 32 jours consécutifs.

**Nom et qualités du commissaire enquêteur**  
Monsieur Franck LAPLACE a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le  
Président du tribunal administratif de Lille. Monsieur Philippe DUPUIT a été désigné  
commissaire enquêteur suppléant.

**Consultation du dossier d'enquête publique**  
Pendant la durée de l'enquête du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2023  
(19h00), le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public :  
• Au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp – 7 Rue de l'Eglise – 62  
170 WAILLY-BEAUCAMP (tel : 03.21.81.28.05) aux jours et heures habituels d'ouverture  
au public ;  
• Sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public  
(www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public)  
ainsi que dans la rubrique urbanisme  
(https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours).  
• Un poste informatique sera mis à disposition des personnes souhaitant consulter les  
dossiers en version numérique en mairie Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels  
d'ouverture au public pendant la durée de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête  
peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly-Beaucamp ou à la  
Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta –  
62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir  
communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant  
organisation de celle-ci.

**Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et  
propositions**  
Le public pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions du mardi  
02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2024 (19h00) :  
• Sur le registre d'enquête, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet  
au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels  
d'ouverture au public ;  
• Par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Monsieur le  
commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer ;  
• Par courriel à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur@ca2bm.fr ;  
• en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se  
dérouleront, en mairie de Wailly-Beaucamp, les jours et heures suivants :  
- Mardi 02 avril 2024 : 14h00 – 19h00  
- Mardi 16 avril 2024 : 14h00 – 19h00  
- Vendredi 03 mai 2024 : 14h00 – 19h00

**Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et  
propositions déposées par le public**  
Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront  
consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr – rubrique urbanisme ou mise  
à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de  
l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

**Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information  
environnementale**  
Le dossier a été soumis à évaluation environnementale (dossier joint : évaluation  
environnementale et résumé non technique).

**Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement**  
Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis délibéré n°2023-7536  
en date du 23 janvier 2024 pour lequel un mémoire en réponse, une proposition de  
complément à l'évaluation environnementale et au résumé non technique ont été rédigés).

**Suites de l'enquête publique**  
A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatara le  
déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il  
consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont  
favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les  
conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public  
pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de  
consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.  
Le projet révision allégée du PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les  
observations du public, les services consultés, les observations des personnes publiques  
associées, la Mission Régionale d'Autorité environnementale, les conclusions et le rapport  
du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la  
CA2BM.



Avis de décès



ACHICOURT, ARRAS

Nous avons la douleur de vous faire part du décès de

Madame Renée RATTEZ

veuve de Claude SEVRETTE

Retraîtée de la préfecture

survenu à Achicourt le mardi 2 avril 2024, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 8 avril 2024 à 10 heures en l'église Saint-Vaast d'Achicourt, où l'on se réunira à partir de 9 h 45.  
L'offrande tiendra lieu de condoléances.  
L'inhumation aura lieu au cimetière d'Arras dans le caveau de famille.

De la part de

Madame Rolande VALLET-RATTEZ, sa sœur,  
Madame Francine SEVRETTE, sa belle-sœur,  
ses neveux, nièces et leurs enfants et petits-enfants,  
toute la famille et ses amis.

Les plaques et les fleurs artificielles ne sont pas souhaitées.

Dans l'attente de ses funérailles, Renée repose à la chambre funéraire des pompes funèbres Duflos à Dainville, où la famille recevra ces vendredi 5 et samedi 6 avril 2024 de 17 h 30 à 18 h 30.

Un livre de condoléances est ouvert  
sur [www.pompesfunebres-duflos.com](http://www.pompesfunebres-duflos.com)

Pompes Funèbres DUFLOS et Fils

DAINVILLE - 4 et 6, rue Ampère

03.21.71.01.96

Remerciements

LE BAC-DU-SUD, BAILLEULVAL

Très sensibles aux marques de sympathie reçues lors du décès de

Monsieur Bernard DEMAILLY

Sébastien DEMAILLY et Aurélie CARBONNIER,  
son fils et sa belle-fille,  
Axel, Fabio, Manon, ses petits-enfants adorés,  
Madeleine CAMUS-DESCAMPS, sa belle-mère  
et toute la famille,

vous remerciant de votre présence aux obsèques, vos envois de  
fleurs, vos marques de condoléances.

Pompes Funèbres CARON - BERLES-AU-BOIS

06.85.10.11.88

LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Organisation de l'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée  
du Plan Local d'Urbanisme de Wailly-Beaucamp

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2024-18 en date du 08 mars 2024, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly-Beaucamp du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2023 (19h00), soit pendant 32 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Franck LAPLACE a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. Monsieur Philippe DUPUIT a été désigné commissaire enquêteur suppléant.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant la durée de l'enquête du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2023 (19h00), le dossier d'enquête sera tenu à la disposition du public :

- Au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp – 7 Rue de l'Eglise – 62 170 WAILLY-BEAUCAMP (tel : 03.21.81.28.05) aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public ([www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public](http://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public)) ainsi que dans la rubrique urbanisme (<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>);
- Un poste informatique sera mis à disposition des personnes souhaitant consulter les dossiers en version numérique en mairie Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public pendant la durée de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly-Beaucamp ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra, sur sa demande adressée au siège de l'EPCI et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté portant organisation de celle-ci.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions du mardi 02 avril 2024 (14h00) au vendredi 03 mai 2024 (19h00) :

- Sur le registre d'enquête, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly-Beaucamp aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Monsieur le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer ;
- Par courriel à l'adresse mail suivante : [commissaireenqueteur@ca2bm.fr](mailto:commissaireenqueteur@ca2bm.fr) ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront, en mairie de Wailly-Beaucamp, les jours et heures suivants :

- Mardi 02 avril 2024 : 14h00 – 19h00
- Mardi 16 avril 2024 : 14h00 – 19h00
- Vendredi 03 mai 2024 : 14h00 – 19h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM ([www.ca2bm.fr](http://www.ca2bm.fr)) – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale

Le dossier a été soumis à évaluation environnementale (dossier joint : évaluation environnementale et résumé non technique).

Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement

Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis délibéré n°2023-7536 en date du 23 janvier 2024 pour lequel un mémoire en réponse, une proposition de complément à l'évaluation environnementale et au résumé non technique ont été rédigés).

Suites de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM. Le projet révision allégée du PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les services consultés, les observations des personnes publiques associées, la Mission Régionale d'Autorité environnementale, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Révision Allégée du PLU de la commune de WAILLY-BEAUCAMP – Rapport d'Enquête n° E24000020 / 59



# Révision Allégée du PLU de WAILLY-BEAUCAMP

## Dossier administratif

### VII – Enquête publique

- Conclusion et avis du commissaire enquêteur



**Enquête Publique**  
**Département du Pas de Calais**  
**Arrondissement de Montreuil sur Mer**  
**COMMUNE de WAILLY-BEAUCAMP**

**Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme**  
**de WAILLY-BEAUCAMP**

**Période d'enquête du 02 avril au 03 mai 2024 inclus**

**Prescrite par la Communauté d'agglomération**  
**des 2 baies en Montreuillois**  
**par arrêté n° 2024-18 en date du 08 mars 2024**

**CONCLUSIONS ET AVIS**

**de Franck LAPLACE**  
**Commissaire Enquêteur**  
**désigné par décision n° E24000020 / 59 du 01/03/2024**  
**de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LILLE**

**Transmis le 13 mai 2024**

## **CONCLUSIONS MOTIVEES du COMMISSAIRE ENQUETEUR**

### **► OBJET DE L'ENQUÊTE – NATURE DU PROJET**

L'objet de cette enquête publique porte sur la révision allégée du PLU de la commune de WAILLY-BEAUCAMP approuvé en 2007. Saisie par la commune de WAILLY-BEAUCAMP, la CA2BM, autorité organisatrice de cette enquête, a décidé par délibération du conseil communautaire en date du 06 octobre 2022 de prescrire cette procédure de révision allégée du PLU de la commune.

Pour rappel, le contexte territorial est celui de la Communauté d'Agglomération 2 Baies du Montreuillois issue de la fusion, au 1er janvier 2017, de 3 intercommunalités :

- La Communauté de Communes du Montreuillois (CCM),
- La Communauté de Communes Opale-Sud (CCOS),
- La Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale (CCTMO).

Plusieurs documents couvrent aujourd'hui le territoire de la CA2BM : un PLUI pour les 10 communes membres de l'ex CCOS, 19 PLU, 4 Cartes Communales et 13 communes qui ne possèdent pas de document d'urbanisme et qui sont, par conséquent, soumises aux dispositions du Règlement National d'Urbanisme.

Ainsi, la CA2BM a lancé une procédure d'élaboration, toujours en cours, d'un PLUI, document d'urbanisme unique et applicable sur l'ensemble du territoire de ses 46 communes.

La commune de Wailly-Beaucamp possède son propre PLU, la compétence planification relevait alors de la commune jusqu'à la création de la CA2BM. Le PLU de la commune de Wailly-Beaucamp a été approuvé le 25 juillet 2007, modifié le 18 juin 2010, le 29 mars 2012 et le 20 juin 2013 et a fait l'objet d'une modification simplifiée le 22 septembre 2014.

L'objet de cette enquête publique porte sur la révision allégée du PLU de la commune de WAILLY-BEAUCAMP approuvé en 2007. Saisie par la commune, la CA2BM, autorité organisatrice de cette enquête, a décidé par délibération du conseil communautaire en date du 06 octobre 2022 de prescrire cette procédure de révision allégée du PLU de la commune.

Le territoire de Wailly-Beaucamp accueille un gisement exploitable important. Ainsi le territoire comprend simultanément 2 à 3 carrières ouvertes depuis les années 50.

La carrière objet de la présente procédure est ouverte depuis la fin des années 1980 / début des années 1990. La superficie a déjà été étendue 2 fois : la première extension a eu lieu dans les années 2010, puis une seconde fois depuis. La présente demande d'extension sera donc la 3ème .

La carrière de Wailly-Beaucamp située au Sud du territoire communal arrive au bout de ses capacités d'exploitation. L'entreprise souhaite s'étendre sur sa partie sud en zone agricole. En effet, cette activité pourvoyeuse d'emplois et de matériaux en circuits-courts, est proche de la cessation d'activité en raison d'un épuisement du gisement. Il apparaît aujourd'hui nécessaire de prévoir l'extension de la zone réservée à l'implantation de carrière sur les parcelles voisines.

L'objet de la révision allégée est de changer le zonage des parcelles ZC5, ZC6, ZC7, ZC8 et ZC23. Les parcelles concernées, sont actuellement situées en zone A, seront classées en zone Nc (zone naturelle à exploitation de carrières).

Le règlement de la zone Nc est également adapté en conséquence, celui-ci constituant un STECAL (secteur de taille et de capacité d'accueil limitées)

Des dispositions relatives à l'emprise au sol et à la hauteur maximale sont ajoutées ; en effet, le secteur Nc constitue un STECAL (secteur de taille et de capacité d'accueil limitées). Les STECAL sont des secteurs délimités au sein des zones inconstructibles des PLU (zones A et N) et au sein desquels certaines constructions ou installations peuvent être édifiées de manière dérogatoire (CU, art. L. 151-13).

En ce sens, l'évolution du règlement du PLU de WAILLY-BEAUCAMP est également modifié et la rédaction proposée comme suit :

■ Ajout d'une disposition à l'article N09 : « dans le secteur Nc, l'emprise au sol maximale des constructions autorisées est de 50m<sup>2</sup> ».

■ Ajout d'une disposition à l'article N10 : « dans le secteur Nc, la hauteur maximale fixée est de 3 mètres au faîtage ».

A noter que la présente procédure de révision allégée n'a pas pour objet d'autoriser l'exploitation effective de l'extension de la carrière existante mais d'en fixer le périmètre et les dispositions d'urbanisme qui l'accompagne. Cette révision allégée, si elle doit être approuvée, permettra à l'exploitant de la carrière de solliciter, au titre du code de l'environnement, une demande d'extension auprès des services de l'Etat, en l'espèce ceux de la DREAL.

## ► NATURE DES OBSERVATIONS RECUEILLIES DURANT L'ENQUETE

L'enquête publique s'est déroulée dans les meilleures conditions possibles. Aucun incident n'est à signaler lors des permanences.

La participation a été très restreinte alors que la commune avait très largement diffusé l'information notamment en multipliant les affichages, la distribution de flyers dans les boîtes aux lettres de la commune ou encore par les réseaux sociaux.

Les permanences en mairie se sont donc déroulées dans un climat très serein et les échanges avec les rares visiteurs permet d'estimer que le projet ne rencontre aucune opposition.

La seule observation reçue est celle inscrite par madame le maire de la commune de WAILLY-BEAUCAMP demandant à ce qu'une renaturation du site soit réalisée à la fin de l'exploitation de la carrière. Cette demande ne relève pas des dispositions d'urbanisme mais plutôt de celles du code de l'environnement liées à la demande d'extension de la carrière qui fera l'objet d'une instruction par les services de l'Etat.

Pour autant, l'évaluation environnementale du projet a notamment fixé pour objectif : « *la remise en état à la suite de l'exploitation* »

## ► CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

**L'objet de la présente enquête**, comme explicité précédemment, porte sur l'extension d'une carrière existante. Cette modification porte sur la réduction d'un espace agricole au profit du secteur dédié à l'exploitation de carrière.

L'exploitation de carrière concernée par la procédure est la carrière SAISON, située à l'arrière de la route de Boisjean, dans la plaine agricole. Le périmètre d'exploitation de la carrière a connu 2 extensions depuis sa mise en exploitation.

Le périmètre exploité est identifié en secteur naturel dédié à l'exploitation de carrière, Nc.

Le projet d'extension de la carrière concerne les parcelles ZC5, ZC6, ZC7, ZC8 et ZC23, actuellement classées en zone agricole A.

Ce nouveau projet d'extension est motivé en prévision de l'épuisement prochain du gisement, lequel aurait pour conséquence la cessation de l'activité. L'objectif est de pérenniser l'activité de l'exploitation sur le territoire, afin de maintenir l'emploi et l'économie locale.



**L'intérêt général du projet** est justifié sous le prisme de l'économie locale et de l'emploi. En effet, le devenir de l'exploitation est menacé à court terme par l'épuisement du gisement. L'extension du périmètre d'exploitation est donc indispensable pour éviter la cessation d'activité et sauvegarder l'emploi.

La collectivité a étudié plusieurs scénarios pour en retenir celui développé dans ce dossier qui porte sur une superficie de 4,10 ha actuellement cultivés.

Un certain nombre de points positifs :

*Développement économique de la carrière et création d'emplois - Mise en œuvre du projet politique de la commune - Absence d'enjeux écologiques sur la zone d'extension - Réalisation d'une haie prévue autour de l'extension, limitant les impacts sur le paysage - Renaturation prévue du site existant (11,3 ha), qui permet de compenser l'extension du site.*

sont à mettre en face de points négatifs :

*Impact sur l'agriculture (4,09ha d'espace cultivés, soit 0,5% des surfaces agricoles de la commune) - Projet d'extension situé au sein d'une aire d'alimentation de captage et en zone de vulnérabilité moyenne pour la ressource en eau*

Ce qui permet d'en dégager un bilan nettement positif d'autant que le projet est pourvoyeur d'emploi à l'échelle locale tout en fournissant des matériaux en circuits courts.

Les enjeux et risques recensés au sein de la commune ont été revus sous l'angle de la révision allégée apportée sur le Plan Local d'Urbanisme de la commune. Rappelons que les objectifs de cette modification ont pour but la préservation d'une activité économique industrielle et de l'emploi local l'activité agricole.

Les analyses ont montré que l'ensemble de ces éléments a peu d'impact sur l'environnement et le territoire communal. Il est à noter que les impacts sont, pour la majorité, d'ores et déjà existants du fait de l'exploitation de l'actuelle carrière et qu'ils seront délocalisés sur la zone d'extension. L'exploitation n'augmentera pas son activité

**A noter que l'impact foncier est minime** d'autant, qu'en raison de leur réversibilité, les secteurs d'exploitation de carrières et de mines et les bâtiments leur étant directement nécessaires ayant vocation à disparaître *in fine* n'ont pas vocation à être comptabilisés comme de la consommation d'Espace Naturel Agricole ou Forestier (ENAF).

Les données de consommation d'espace issues des " fichiers fonciers" ne prennent pas en compte les carrières et les mines dans cette consommation

**Sur la procédure mise en place** , révision allégée au titre de l'article L153-34 du code de l'urba est adaptée à l'objet du projet dans le sens où l'économie générale du projet d'aménagement n'est pas remis en cause.

Les orientations du PADD ne sont pas remises en cause au regard premièrement de la faible superficie du territoire concerné, 4,1 ha soit 2,8 % et en ce qu'il ne remet pas en cause le parti d'urbanisme défini à l'époque qui était de permettre l'extension de la carrière.

Enfin, le projet met en oeuvre l'axe 2 du PADD " conforter les activités économiques ".

A noter enfin que la procédure spécifique de révision allégée qui nécessite, notamment, :

- une phase de concertation préalable,
- l'examen conjoint des PPA dans le cadre d'une réunion
- une évaluation environnementale

A été respectée et le dossier comportait l'ensemble des documents justifiant de cette prise en compte.

Dans son avis au titre des PPA, la DDTM a estimé que la procédure retenue, la révision allégée n'était pas adaptée et que le projet nécessitait une révision générale et a donc délivré un avis défavorable.

Le commissaire enquêteur rejoint le maître d'ouvrage dans le choix retenu d'une révision allégée, la démonstration en a été faite précédemment.

A noter que la CA2BM a fait une réponse écrite à la DDTM en date du 10/01/2024 argumentant les réponses aux observations de la DDTM et sollicitant un nouvel avis.

La DDTM n' a jamais répondu à ce courrier du 10 janvier et lors de sa participation à la réunion d'examen conjoint le 04 mars 2024, n'a plus remis en cause la procédure de révision allégée.

**Sur la compatibilité du projet avec les documents supracommunaux**, il est démontré dans ce dossier d'abord la prise en compte de l'ensemble des documents supracommunaux et au besoin la mise en compatibilité du PLU, lorsque la réglementation l'exige, pour les documents suivants :

- Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays maritime et rural du Montreuillois ;
- - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie ;
- - Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Authie et de la Canche.

Le projet est compatible avec le SCOT, le SAGE de l'Authie, en cours d'élaboration, et avec le schéma interdépartemental des carrières.

## L'avis MRAE

Dans son courrier de transmis de son avis, la MRAe précise ceci :

*" Il est rappelé ici que, pour tous les plans et documents soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public, auxquels il est destiné. **Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du plan ou du document mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable.** Il vise à permettre d'améliorer la conception du plan ou du document et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci.*

*Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public. Les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par l'autorité compétente pour adopter le plan, schéma, programme ou document. Conformément à l'article R.104-39 du code de l'urbanisme, lorsque le document d'urbanisme est adopté, l'autorité compétente en informe le public, l'autorité environnementale et les autorités consultées en mettant à leur disposition ce document, qui comporte notamment des indications relatives à la manière dont il a été tenu compte des consultations auxquelles il a été procédé ainsi que les motifs qui ont fondé les choix opérés par le plan ou le document compte tenu des diverses solutions envisagées. "*

La collectivité a répondu point par point aux observations et recommandations de la MRAE. De ce fait l'étude écologique a pris en compte ses observations et compléments d'études.

Le dossier d'évaluation environnementale a également été modifié pour tenir des observations MRAe. Le dossier d'enquête comportait l'étude préalable et le dossier modifié pour répondre aux observations de la MRAe

## ► **AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

J'émet un **AVIS FAVORABLE** au projet de révision allégée du PLU de la commune de WAILLY-BEAUCAMP

**Fait à Boulogne sur Mer**

**Le 13 mai 2024**

**Franck LAPLACE**

**COMMISSAIRE ENQUETEUR**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'F' followed by a long horizontal stroke.